

Rouge

Rentrée scolaire
La pilule amère

P.7

M 1578, N° 1175 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 12 au 18 Sept.85

Transports

Profit ou sécurité



La fatalité n'existe pas !

Mururoa, mon amour

Par Raphaël Dufleaux

Mitterrand aime bien ménager ses effets. Par un de ces coups de théâtre très gaulliens dont il est friand, il réaffirme que la France demeurera envers et contre tout présente dans le Pacifique. En se rendant le 13 septembre sur l'atoll de Mururoa, il met en pratique son adage : « La dissuasion, c'est moi. » Certes, aux termes de l'article 15 de la Constitution de la V^e République, le président est le chef des armées. C'est à lui que revient la décision ultime d'appuyer sur le bouton pour une attaque nucléaire. François Mitterrand ne se contente pas d'appliquer scrupuleusement une Constitution qu'il avait pourtant combattue. Il réaffirme sa recherche des voies de la cohabitation. Quoi de plus rassurant pour la droite que de l'entendre sans cesse rappeler « l'indépendance et la souveraineté de la France ». L'opposition a applaudi des deux mains à l'envoi à Nouméa du sous-marin nucléaire le « Rubis » et au renforcement de la base militaire de Nouvelle-Calédonie, en janvier dernier.

Mitterrand faisait l'unanimité au sein du RPR et de l'UDF, moins d'un mois après l'attentat meurtrier contre le bateau de Greenpeace, en déclarant : « Je réitère l'ordre donné aux armées d'interdire, au besoin par la force, toute entrée non autorisée dans les eaux territoriales des atolls polynésiens. » Pour couronner le tout, il annonçait mercredi la création d'un comité de coordination du Pacifique-Sud. Que ce soit à Kourou en Guyane, à Nouméa ou à Mururoa, ce dont Mitterrand se fait le gardien c'est la pérennité de l'impérialisme français qu'il a vaillamment défendue au Tchad et au Liban. Le goût des coups de théâtre peut très bien se marier avec celui des explosifs...

BOURG Mille personnes contre Le Pen

A l'appel d'une quinzaine d'organisations (ASTI, LDH, MRJC, ACT, CIMADE, FEN, SGEN-CFDT, CFDT-PTT, LCR, PS, PSU, MRG, etc.), un millier de personnes se sont rassemblées et ont manifesté pour protester contre la venue de Le Pen à Bourg-en-Bresse, le 6 septembre dernier. Cette mobilisation unitaire, exemplaire, a été rendue possible grâce à l'existence d'un collectif contre le racisme permanent et grâce à l'activité intense des militants de la LCR qui ont mobilisé toutes leurs forces pour faire en sorte que pas une affiche de Le Pen n'encombre les murs de la ville.

Les UD-CGT et CFDT et la fédération de l'Ain du PCF qui n'avaient pas cru bon de soutenir la mobilisation doivent aujourd'hui tenir leurs comptes, car il s'agit d'une des plus grosses mobilisations du mouvement ouvrier dans l'Ain.

PTT Le contact... raciste !

La direction départementale des Postes de Seine-Maritime n'aime pas les Noirs. Elle l'a fait savoir tout à fait officiellement par une circulaire datée du 16 août et diffusée dans tous les bureaux.

Sous la mention « Particulièrement signalé », la direction note « une recrudescence des affaires contentieuses et escroqueries en matière de lettres-chèques et d'opérations de Caisse nationale d'épargne ».

« Des éléments recueillis, il s'avère qu'une majorité des escroqueries a été commise par des individus de race noire. » Et la circulaire invite les guichetiers à

surveiller tout particulièrement ces « individus de race noire », qui « indiquent un domicile fictif » et à observer « la plus grande méfiance » vis-à-vis notamment de « l'ouverture de livrets de CNE avec une somme minimale (20 F, 50 F) ».

Voilà un appel clair et net à la discrimination raciale. Les individus de race blanche ayant un domicile fixe et suffisamment d'argent pour déposer une somme convenable peuvent se sentir tranquilles. Quant aux autres, qui vivent déjà dans des conditions précaires, mal logés, sous-payés, épargnant 50 francs après 50 francs pour aider leur famille au pays, ils devraient en plus subir les tracasseries et les brimades de l'administration des Postes !

GREENPEACE Protestation en Loire-Atlantique

Nous avons reçu le communiqué suivant :

« Les organisations de Loire-Atlantique suivantes, CODENE, ALARP, Verts-44, Greenpeace-44, LCR, FGA, UDB-44, PSU-44, dénoncent l'attentat perpétré contre le *Rainbow Warrior*. Le rapport Tricot est loin de faire la lumière sur cette affaire.

« La responsabilité du gouvernement est pleinement engagée : car cet attentat est le produit de la politique gouvernementale. Cette politique s'inscrit pleinement dans la course aux armements en poursuivant les essais nucléaires dans le Pacifique. Elle refuse de mettre un terme aux agissements des barbouzes, et maintient une présence militaire issue de la colonisation dirigée contre les peuples du Pacifique. Sur tous ces points, les gouvernements Mauroy et Fabius n'ont pas rompu avec la politique des gouvernements de droite.

« Nos organisations exigent le retrait des troupes françaises du Pacifique, l'arrêt des essais nu-

cléaires, notamment dans cette région. Ces essais menacent à terme l'environnement et bafouent le droit des peuples du Pacifique à disposer d'eux-mêmes, leur droit à l'indépendance. »

CODENE, ALARP, Verts-44, Greenpeace-44, LCR, FGA, UDB-44, PSU-44.

1 million à Paris pour l'égalité des droits, c'est possible

En décembre 1983, puis en 1984, des dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs sont descendus dans la rue contre le racisme pour répondre à l'appel des Beurs de la marche de l'égalité, puis à l'appel de Convergence 84.

Cette année encore, après le succès fulgurant du badge « Touche pas à mon pote » et celui de la fête de SOS-Racisme le 15 juin dernier, les antiracistes sont à l'offensive et fêteront massivement cet anniversaire en décembre 1985.

Nous serons à deux mois de l'échéance de 1986 : le Front national vise des dizaines de sièges de députés sur la base d'une campagne féroce contre les immigrés. Il espère ainsi achever la légalisation de son discours raciste dont les conséquences se voient tous les jours.

Toutes les forces politiques devront se situer autour de cette question. Nul doute que des centaines de milliers de jeunes, d'immigrés et de Français rassemblés pour dire « Halte au racisme, vive l'égalité des droits » pèseront lourd dans la balance.

La marche de 1985 doit aussi faire franchir un pas supplémentaire à la mobilisation et à l'expression politique des antiracistes par rapport aux deux années précédentes. Un million à Paris pour l'égalité des droits, c'est possible !

Pour atteindre un tel objectif, l'unité la plus large doit se

réaliser pour la marche de 1985 : l'unité entre les Français et les immigrés de toutes les générations ; l'unité de l'ensemble de la jeunesse qui, derrière l'initiative des jeunes Beurs en 1983 et 1984, s'est radicalisée pour affirmer sa solidarité avec ses potes : l'unité de toutes les associations antiracistes, SOS-Racisme, le MRAP, la FASTI, etc., et de toutes les associations de l'immigration ; l'unité enfin de toutes les organisations ouvrières et démocratiques, politiques et syndicales.

Cette unité est aussi un combat pour rassembler au niveau local, régional et national, pour lancer partout des appels unitaires les plus larges possibles, et pour construire et développer de véritables réseaux étroits donnant à chacun sa place et la possibilité de sa propre expression.

SOS-Racisme a déjà pris l'initiative de proposer une marche à la fin du mois de novembre 1985. Très vite, toutes les organisations doivent se rencontrer au niveau national pour lancer un appel commun.

Un million à Paris contre le racisme, c'est la garantie d'un rapport de forces permettant d'exiger des mesures concrètes pour l'égalité des droits : le droit de vote pour tous les immigrés, le droit au logement, le droit à vivre en famille sans restrictions et le droit au séjour.

Hélène Viken



☆ **Dimanche**, 20 h 35 (TF1), *Une histoire simple*, de C. Sautet, avec R. Schneider, B. Cremer, C. Brasseur. Un superbe film de Sautet et un grand film « de femmes », tant il est évident parfois que certains cinéastes masculins savent être de merveilleux peintres de l'âme féminine.

22 h 30 (FR3), *Samson*, de M. Tournier, avec Gaby Morlayn, Suzy Prim et Harry Baur. ☆ **Lundi**, 20 h 35 (TF1), *le Coucou*, de F. Massaro, avec M. Serrault et T. Millian. Satire mollaissone reposant presque entièrement sur les épaules (heureusement larges !) de M. Serrault.

20 h 35 (FR3), *Guy de Maupassant*, de M. Drach,

avec C. Brasseur, Miou-Miou, J. Carmet, S. Signoret. Echouage pitoyable et à peu près total ! Vu le paquet de fric investi dans ce film, on se sent habilité à demander combien a investi FR3 dans l'entreprise (avec l'argent de la redevance...)?

☆ **Mardi**, 20 h 35 (A2), *la Traversée de Paris*, de C. Autant-Lara, avec J. Gabin, Bourvil, L. de Funès... Quelques dizaines d'années avant *la Grande Vadrouille*, le cinéma français utilisait la Seconde Guerre mondiale, et ses plus célèbres comédiens, pour tenter d'en faire rire les Français. Le cynisme et la vacherie d'Autant-Lara ont fait de cette « farce » un curieux film qui distille l'humour noir et le rire... jaune, mais en noir et blanc !

20 h 35 (FR3), retour de « La dernière séance » avec une soirée consacrée à George Sid-

ney qui, outre le fabuleux *Sca-ramouche*, fut un honnête réalisateur de comédies musicales, notamment des féeries nautiques d'Esther Williams, la « petite sirène d'Hollywood ». *La Reine vierge*, avec J. Simmons, D. Kerr, S. Granger et Ch. Laughton, est une rareté sur la vie d'Elizabeth I, où ne manquent ni costumes et décors fabuleux, ni romances, ni le très « british » Stewart Granger ! *Show Boat* est un peu lourd à digérer, peut-être à cause de l'interprétation masculine (Howard Keel, malgré un physique de bûcheron, est plus proche de Placido Domingo que de... Gene Kelly). Restent Ava Gardner, le célèbre (euphémisme) *Old Man River*, et une mise en scène somptueuse.

☆ **Jeudi**, 20 h 35 (A2), *Sarah de M. Dugowson*, avec J. Dutronc, G. Lazure, H. Bennent, L. Massari. Depuis *Lili, aime-moi*, Dugowson a reporté

l'essentiel de son activité sur la télévision (« Droit de réponse », « Histoire d'un jour »). Il connaît bien les milieux du cinéma et de la télé : alors pourquoi ce ratage, cette espèce de film qui se voudrait « à la manière de Wim Wenders » et qui tourne désespérément à vide ?

20 h 35 (FR3), « Histoire d'un jour » : « Les grèves de 1947 », une émission de Ph. Alfonsi et M. Dugowson, justement !

☆ **Vendredi**, 23 h (A2), revoilà C.-J. Philippe, avec un nouveau cycle au titre idiot (surtout vu son choix de films !), mais inutile de boudier son plaisir, il est des films que l'on revoit avec plaisir, tel *la Vie criminelle d'Archibald de la Cruz*, le meilleur film que tourna Luis Bunuel au Mexique, et une assez étonnante évocation d'un cas de fétichisme fou, fou, fou.

Michel Laszlo

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

L'heure de vérité

A deux cents jours des élections législatives et régionales, l'horizon paraît singulièrement bouché à nombre de travailleurs. Le débat feutré entre les tenants d'une gauche qui part battue et d'une droite revancharde semble n'avoir pour but que de les convaincre de l'inéluctabilité de nouvelles attaques contre leurs conditions de vie. Il serait pourtant suicidaire de se résigner.

Curieuse pièce que celle qui se joue, en ce moment, devant nos yeux ! A deux cents jours des élections législatives et régionales, tout semble fait pour banaliser leur enjeu. Certes, ici ou là, un Pasqua ou un Léotard laissent transparaître une implacable volonté de revanche. Mais, pour le reste, qui croirait que mars 1986 risque de sonner l'heure du retour d'une droite dont il y a tant à redouter ?

En réalité, ce climat n'a rien de vraiment surprenant. A gauche, les dirigeants socialistes sont désormais résignés à leur défaite. Laurent Fabius l'admettait, le 4 septembre, sur Antenne 2 : « Si le courant ne passe pas entre maintenant et les élections, le Parti socialiste sera battu. » Mais comment le courant passerait-il ? Comment les vainqueurs de 1981 retrouveraient-ils la confiance de l'électorat populaire ?

Après avoir fait baisser massivement le pouvoir d'achat des salaires et des retraites, favorisé la suppression de dizaines de milliers d'emplois, les hommes au pouvoir se lancent à présent dans une offensive tous azimuts pour imposer la flexibilité totale du travail et des réglementations sociales. Le rapport du député socialiste Taddei (voir pages 4 et 5) est à cet égard éloquent : entre le peuple de gauche et les patrons, la balance penche de plus en plus en faveur des seconds. Et comme les gouvernants ne peuvent espérer, d'ici 1986, emporter l'adhésion d'un patronat qui attend du retour de la droite des conditions encore plus favorables à ses intérêts, elle adapte sa stratégie. Se soumettant pleinement à la logique de la V^e République qui donne une prééminence à la fonction présidentielle, Fabius, Rocard ou Mauroy n'ont plus qu'un objectif : préparer la course à l'Elysée, en imposant leur image dans l'opinion.

A l'inverse, la droite parlementaire est en position de l'emporter dans six mois. Mais son accession à l'hôtel Matignon risque de se révéler une victoire à la Pyrrhus. Car il lui faudra probablement cohabiter avec Mitterrand et mettre en œuvre une austerité renforcée, tout en préparant au mieux l'élection présidentielle. De ce difficile équilibre et de l'instabilité institutionnelle qui l'accompagnera, les leaders du RPR et de l'UDF ont toutes chances de sortir affaiblis. Ce qui ne peut que créer une situation propice aux affrontements entre leurs appareils politiques comme à la reprise de la guerre des chefs.

Etoiles jumelles

Ce n'est donc pas un hasard si Barre et Fabius figurent aujourd'hui au hit-parade des

médias. L'un vient de se produire à « L'heure de vérité » et l'autre de donner une longue interview à *L'Expansion*. L'ancien et l'actuel Premier ministre relativisent délibérément l'échéance législative et répondent à l'impasse qui se profile en traçant les contours d'un jeu politique profondément remodelé.

L'un comme l'autre veulent s'émanciper des partis dont ils dépendent encore. Fabius pour transformer le PS en une sorte de parti démocrate à l'américaine, soudé autour d'une orientation moderniste, vaguement teintée de républicanisme et débarrassée de toute référence au changement social. Barre pour marginaliser le RPR et réorganiser la droite française autour d'une force libérale et conservatrice qu'il incarnerait.

Dans ces conditions, les images que nous renvoient ces deux miroirs parallèles présentent des similitudes éloquentes. Prenons simplement deux exemples. A Fabius définissant son « socialisme moderne » comme le mariage de l'« égalité des chances », de la « solidarité » et de l'« exigence morale », fait écho Barre prônant « l'économie sociale de marché, où la liberté des activités économiques doit être conciliée avec la nécessaire solidarité en faveur des plus défavorisés ». Quand le député du Rhône indique que « le remède au chômage, c'est l'investissement plus la flexibilité des salaires », l'élue de Seine-Maritime rétorque : « Il faut pousser au maximum la croissance et poser la question de l'aménagement du temps de travail. »

Ainsi, et en dépit du paradoxe que constitue la position intransigente de Barre sur la cohabitation, une évidence s'impose, que le *Monde* du 6 septembre exposait en ces termes : « Petit à petit se mettent en place les conditions d'une alternance douce, entre une grande famille libérale conservatrice et une grande force social-démocrate classique, l'un et l'autre n'étant plus séparée que par l'« égalité des chances » ou la « solidarité ». »

Ne pas baisser les bras

Et les travailleurs dans tout cela ? Les militants de la LCR le constatent chaque jour, la tendance est forte à baisser les bras. D'autant que l'horizon paraît singulièrement bouché.

Se présentant comme une alternative à un gouvernement discrédité, le PCF ne propose que son propre renflouement, lui qui accepta pendant trois ans de cosigner tous les décrets d'austerité. Ce faisant, sa logique de repli et



de division, ses diatribes féroces contre les socialistes contribuent à répandre la désorientation dans les rangs ouvriers.

Au bout du compte, seul Le Pen profite d'un climat aussi détestable. Il utilise le rejet, massif dans l'opinion, du jeu politique, pour légitimer sa rhétorique xénophobe et anti-ouvrière. Ce n'est pas l'un des moindres dangers de la situation, car ce courant fascisant pourrait bien, pour la première fois depuis trente ans, obtenir plusieurs dizaines de représentants à l'Assemblée.

Alors, rien ne serait plus fatal que de succomber à la résignation. Une autre voie existe. Elle est sans doute longue et difficile, mais c'est la seule qui permette d'éviter l'attente passive des coups qui vont être portés. Et c'est surtout la seule qui peut de nouveau ouvrir le chemin de l'action collective.

Cette voie, c'est celle de la lutte pied à pied en défense de l'emploi, des salaires, des acquis. C'est celle de l'unité des travailleurs et de leurs organisations autour de ces revendications. C'est celle de la solidarité et de la coordination des entreprises en lutte, car le morcellement et l'isolement des conflits, la division des travailleurs mènent inexorablement à l'échec.

Cette voie, c'est aussi celle de l'action de masse sur tous les terrains où se déroule l'offensive réactionnaire, à l'échelle nationale et internationale. La mobilisation contre le racisme constitue, de ce point de vue, une priorité absolue, au moment où Le Pen entre en campagne et où la droite s'inspire largement de ses thèses. Selon toute probabilité,

une marche nationale se déroulera à la fin du mois de novembre, en solidarité avec nos frères immigrés. Il faut que ce jour-là des centaines de milliers de jeunes, de travailleurs, de démocrates déferlent dans Paris. Soyons sûrs qu'un pareil succès serait un atout décisif dans la lutte contre le retour de la droite et pour l'amélioration des positions de la classe ouvrière.

Cette voie, c'est enfin celle de la solidarité avec les victimes d'un impérialisme dont la France est l'un des principaux fleurons, à commencer par les peuples d'Afrique du Sud, de Kanaky et du Nicaragua.

A travers la mise en pratique de ces axes, ce n'est pas seulement l'issue d'une bataille de résistance qui se joue. C'est la possibilité de jeter des jalons dans la construction d'une force nouvelle. Une force qui ne se résigne ni ne capitule. Une force qui refonde l'espoir à gauche, en défendant une perspective de rupture avec le capitalisme.

Dans l'action pour contrecarrer les plans patronaux et gouvernementaux et par le débat sur les perspectives, il s'agit de donner corps à ce projet. Les élections de mars prochain peuvent être une occasion irremplaçable d'avancer dans cette direction. A condition toutefois que, sans sectarisme ni exclusives, tous ceux qui partagent une aspiration identique se rassemblent, dans des collectifs locaux et autour de listes largement unitaires. C'est le sens des propositions que les militants de la LCR formulent partout. Sans ménager leur peine, car l'enjeu est de taille.

Christian Picquet

jeudi 17 octobre

MEETING

M^o Maubert- Mutualité

salle de la Mutualité

20H

OBJECTIF 86

Contre la droite
et l'austérité !
Rassemblez une force
à gauche de la gauche !

avec Alain KRIVINE

FLEXIBILITE

Imaginez la vie...

Le rythme de travail de l'homme doit se plier aux exigences du fonctionnement des nouvelles technologies. Dominique Taddei, député PS, vient de plancher à la demande de Fabius sur ce sujet que nous pouvons traduire en langage décodé par : l'ouvrier doit être à la disposition permanente du patron qui s'équipe de machines « modernes ». Sur ce terrain, le député Taddei a de l'avenir.

Flexibilité, quelle folie ne ferait-on pas en ton nom ? Ainsi, Dominique Taddei, député PS du Vaucluse, vient de démissionner du Parlement afin de se consacrer entièrement à la mission confiée par le Premier ministre. Cette mission consiste justement à étudier la trop fameuse flexibilité. Un premier rapport sur ce sujet avait déjà été produit par ses soins.

Taddei constate tout d'abord une baisse de la production industrielle. Pour améliorer la productivité et la compétitivité dans ce cadre, il faut, d'après lui, modifier l'organisation et le temps de travail. La contrepartie de la réduction du temps de travail, de la rupture avec la semaine de trente-neuf heures serait, pour des raisons « culturelles » et des aspirations du moment, l'accroissement du nombre de jours de repos pour les salariés.

Tout cela doit être obtenu non pas par une négociation centrale fracassante, mais par des accords décentralisés, de branche, d'entreprise. L'intérêt bien compris, à savoir la bataille de la concurrence, donnera aux patrons des horaires au gré des marchés espérés, et aux travailleurs un travail différencié, compensé par plus de congés, ou encore par journées à l'unité, voire demi-journées.

Pourquoi rendre le travail flexible ?

Ce que veut Taddei pour le patronat est simple : que les travailleurs s'adaptent, acceptent des horaires variables au gré des impératifs du profit.

Pourquoi rendre le travail flexible ? Réponse de Taddei : pour l'adapter à la situation et aux perspectives du marché, c'est-à-dire de l'état du moment et l'état futur des carnets de commandes. Qui en détient les clés, qui décrète cette adaptation nécessaire ? Le patron, et lui seul... A moins, mais ce serait nouveau, que les comptes soient effectués au grand jour, sans secret. Qui décide de prendre un marché, d'en refuser un autre, et selon quels critères ? Le patron, selon les espérances du profit maximum à réaliser en un minimum de temps.

Pourquoi rendre le travail flexible ? Réponse de Taddei : pour adapter la main-d'œuvre aux nouvelles technologies. Derrière ces

beaux termes se cache une polyvalence désormais revendiquée. Les travailleurs devront fournir en moins de temps et selon un horaire adapté au carnet de commandes un travail plus qualifié, concentrant une somme plus importante de gestes techniques de travail. Tout

pour suivre les exigences de l'intensification de la production.

Garantir les investissements patronaux

La chasse aux gains de productivité est ouverte. Qui, à votre avis, les accapara ? Le patron. Une réorganisation globale des horaires, strictement adaptée aux besoins immédiats de l'entreprise, permet de chasser considérablement les temps morts. Une main-d'œuvre concentrant plus de savoir-faire technique en moins de temps, permet effectivement des économies sur le prix d'achat de la force de travail.

ratifs de la concurrence, imaginez-vous une seule seconde que l'adaptation des salaires sur ladite concurrence ne jouera pas ? Taddei, monsieur Flexibiité, le sait fort bien, puisqu'il propose de compenser la réduction du temps de travail devenu flexible par un allègement des retenues sur salaires pour les cotisations sociales.

Le mécanisme est encore plus redoutable. Un parc de machines utilisé plus longtemps, doté d'une technologie permettant d'intensifier la production, soigneusement réglé sur les commandes enregistrées pour l'entreprise, c'est un amortissement beaucoup plus rapide des investissements patronaux en robots et autres trucs modernes.

quand les salariés, au gré de l'immédiate conjoncture, c'est faire en sorte que les stocks de produits fabriqués mais non vendus soient proches de zéro. Le capital est donc immobilisé beaucoup moins longtemps, et la réalisation du profit est plus rapide.

Encore faut-il balayer la « rigidité » légale des embauches et des licenciements. Taddei rejette l'objection d'un revers de main. L'ordonnance du 16 janvier 1982 permet bien des choses. D'où l'acharnement de l'ex-député de voir promulgué le décret d'application.

Que permet-elle cette ordonnance ?

Les équipes chevauchantes et le travail par roulement,

jours, les fameux VSD (vendredi, samedi, dimanche), qui feraient la semaine de quatre jours pour les autres : le travail le dimanche. Là il faudrait liquider une bonne partie de l'article R 221-4 du Code du travail.

Enfin, on l'aura compris, il faut étendre l'annualisation du temps de travail à tous les secteurs industriels qui sont soumis à des fluctuations « inopinées » ou « conjoncturelles », à la différence de ceux dont les fluctuations sont admises comme saisonnières.

Cela permet, Taddei-Picou ne reculant devant aucune avarice, de liquider tout paiement des heures supplémentaires...

Publicité et « incitation financière »

Taddei, dont le moindre défaut n'est pas l'absence de cohérence, va jusqu'à recommander que les heures d'enseignement le samedi ne soient pas supprimées, pour ne pas « rigidifier » la semaine de cinq jours à trente-neuf heures.

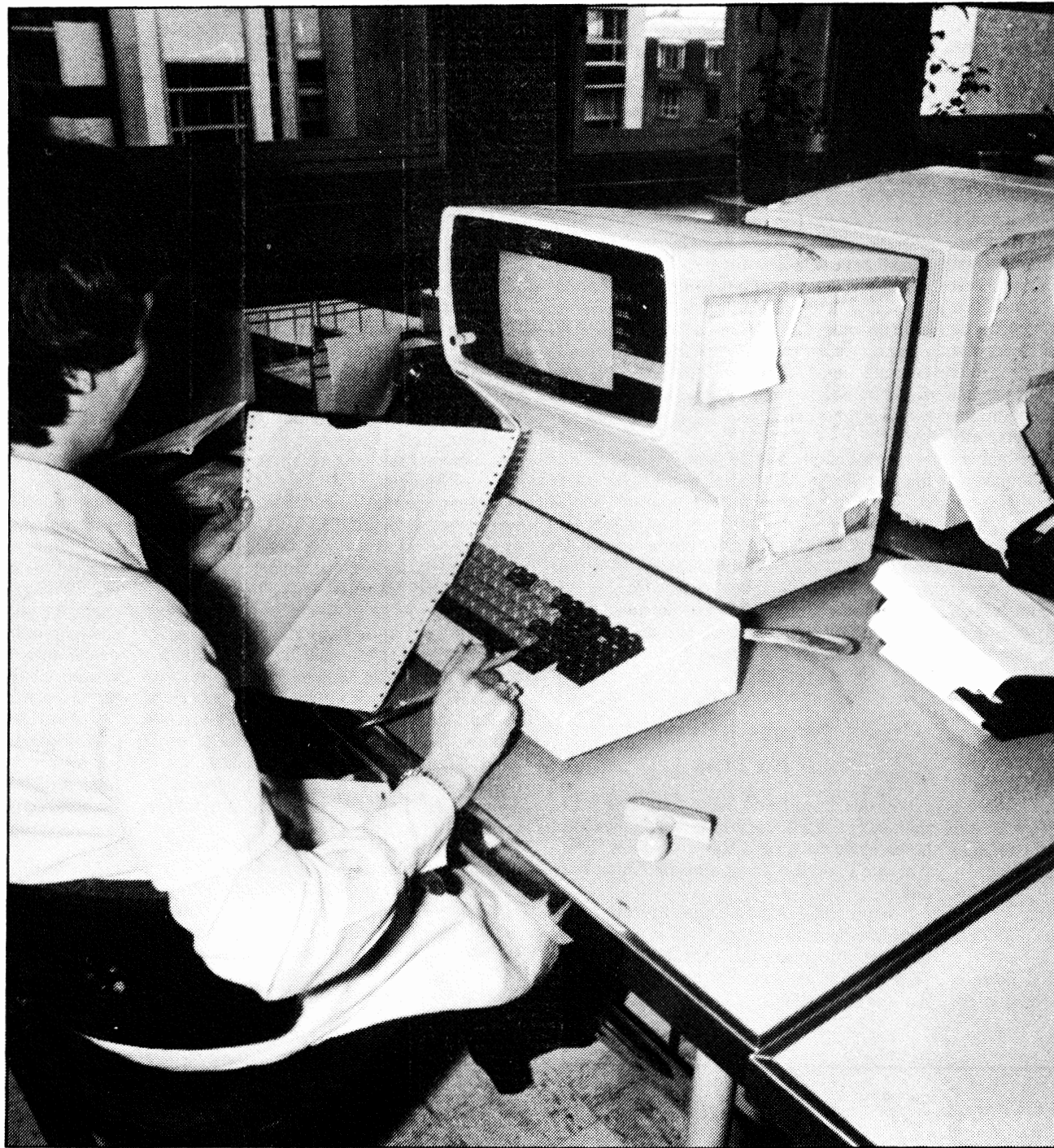
Il prévoit une publicité des accords réalisés à la télé. Il met l'Etat au service du projet, en proposant la création d'agences régionales pour la flexibilité, reposant sur les conseils régionaux, l'Etat, les syndicats et... les patrons.

Reste l'argument sonnante et trébuchante. Il sera proposé, ainsi que l'a confirmé Fabius, une aide sous forme d'allègement des charges sociales, sous forme fiscale, aux patrons ayant obtenu un aménagement-réduction du temps de travail.

La seule borne mise par Fabius est le rejet momentané de la modification de la loi de juin 1983 par voie législative.

Pour le reste, Fafa-l'Ecu-reuil, qui nous fait de moins en moins rire, a tout ratifié à Antenne 2, l'autre soir. Naturellement, les conséquences pour l'emploi sont nombreuses. Accéder à un poste de travail va signifier pour les jeunes et les chômeurs encore consommables par le patronat accepter par force un emploi réduit, aux horaires impossibles, où disparaît jusqu'à la notion de besoin social, au profit des besoins patronaux. A terme, c'est bien sous les fourches caudines du temps partiel, du travail de nuit, du travail n'importe quand, qu'il faudra passer pour espérer bosser. Taddei va être décoré de l'ordre du CNPF, si ce n'est déjà fait.

Jean Lantier



cela pour bosser au rythme plus intense exigé par un robot plus perfectionné.

Comme dit Besse, le P-DG de Renault, si les robots font de la soudure, plus besoin de soudeurs en chair et en os. Qu'ils aillent se former, apprendre de nouveaux gestes techniques, qu'ils les utilisent plus vite

L'écart entre le temps de présence et le temps de travail réellement effectué s'amenuise. Même si le patron compense intégralement par les salaires, avec la réduction du temps de travail et son aménagement, il y gagne.

Dans la plupart des cas, un chantage se réalisera. Si l'on adapte les horaires aux impé-

Taddei aide le patronat à faire en sorte que les investissements en machines garantissent les profits par l'abaissement des coûts de production. Valet fidèle...

Casser le cadre légal

Faire travailler n'importe

exclus par la loi du 21 juin 1936 : l'organisation du travail, non plus sur cinq mais sur six jours ; les équipes de suppléance le week-end.

Pas mal, non ? Mais ce n'est pas assez. Outre l'application de l'ordonnance, Taddei demande plus : la possibilité pour les équipes de suppléance de travailler trois

FLEXIBILITE

L'industrie pour l'industrie

Les « avancées sociales », expliquait déjà le P-DG Dalle dans son rapport sur l'automobile en France d'octobre 1984, ne doivent être ni des compensations à l'organisation du travail, ni une fin en soi. La finalité de l'industrie c'est l'industrie, concluait-il, proposant un modèle d'organisation du travail, doublé d'un modèle de société attachant l'homme à la machine.

Chiffrant les sureffectifs dans la construction automobile à 54 000 travailleurs dont l'emploi devait disparaître d'ici 1988, le rapport de François Dalle, P-DG de L'Oréal et ami intime de François Mitterrand, avait fait grand bruit en octobre 1984. La somme des licenciements qu'il prévoyait le justifiait pour le moins. D'une pierre deux coups : ces mesures qu'il préparait visaient tout autant les travailleurs qui resteraient salariés de Renault, Peugeot, Valéo et Loockeed (équipementiers de la branche automobile). Et par extension, les travailleurs actifs de quelque branche qu'ils soient. Car monsieur Dalle proposait un modèle de restructuration pour l'automobile, dans le cadre d'un nouveau modèle de société. Ni plus ni moins.

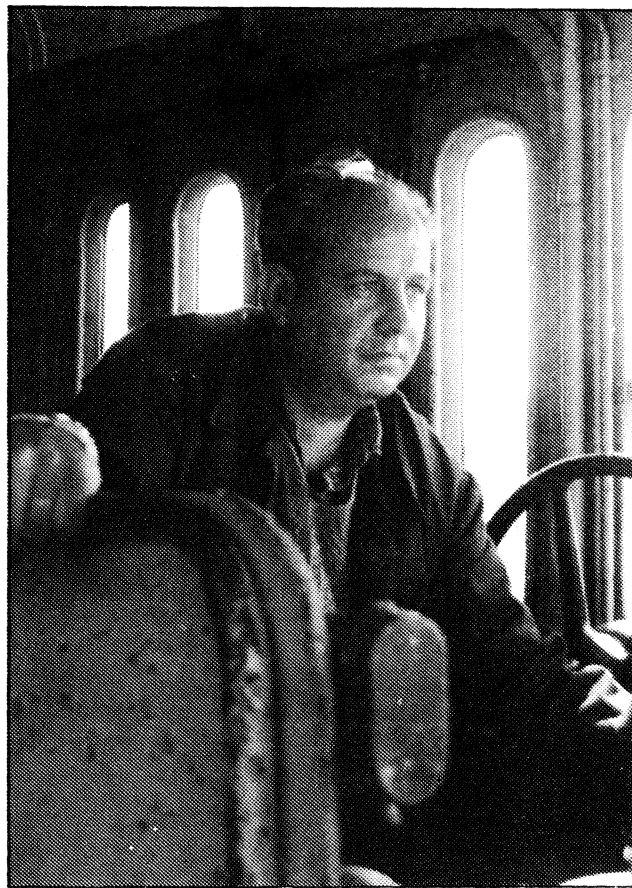
« Le réalisme nous oblige à reconnaître que nous n'avons pas inventé nos organisations actuelles de production, expliquait-il en conclusion de son rapport. Dans l'automobile, comme d'ailleurs dans la plupart des autres secteurs industriels, nous les avons copiés sur les Américains. Voici qu'aujourd'hui les Américains se remettent en cause : ils re-fondent leurs installations in-

dustrielles, révisent leurs relations sociales, et leurs organisations de production (...) C'est que malgré leur suffisance, ils savent faire preuve de réalisme. Ils ont compris que leur industrie automobile allait à sa perte (...) Notre manière sera différente, mais notre objectif sera forcément le même : relever le défi japonais. »

La recherche du consensus

Dominique Taddei, député PS, dont nous analysons le rapport sur « La meilleure utilisation des équipements par l'aménagement du temps de travail » dans la page ci-contre, s'est visiblement inspiré des conseils de Dalle. Gestion flexible des rythmes de production, résorption des stocks et utilisation maximale des équipements de « nouvelle technologie » sont les impératifs auxquels devrait, selon lui, se plier la vie des travailleurs.

Ce sont là simplement les « leçons de créativité » principales que tirait le rapporteur Dalle de son examen détaillé du défi japonais. « Le défi japonais se situe dans l'atelier », expliquait-il après avoir



souligne l'hypertrophie du personnel de bureau » et l'urgence d'en faire la cible des « efforts de productivité », la source de futures économies de coûts salariaux. Il invitait à la recherche d'un consensus avec les partenaires sociaux (lisez les organisations syndicales) quant à la mutation qui s'impose dans l'organisation du travail productif. L'échec des négociations sur la flexibilité a souligné combien cette tâche était ardue. Le gouvernement redouble donc aujourd'hui d'efforts.

Le rapport Taddei, les

dernières déclarations de Fabius engagent donc les patrons à démultiplier, entreprise par entreprise, la mise en place des nouvelles conditions de travail qui sont déjà à l'œuvre (et dont nous analysons les conséquences pour les travailleurs en page 6).

De l'entreprise à la société

De l'entreprise à la société dans son ensemble, il n'y a qu'un pas. Taddei, qui pense à tout, propose entre autres la

réalisation d'études sur le temps de loisir de ceux qui travaillent déjà en horaires « atypiques » (lisez flexibles) pour déterminer par exemple « selon quels horaires proposer la rediffusion le lendemain des émissions de large audience des chaînes de télévision de service public ». Tout comme il recommande, au passage, d'éviter la suppression de l'école le samedi matin (que son collègue Chevènement envisage lui de supprimer, voir page 7) qui renforcerait l'intérêt de la semaine de travail sur cinq jours pour les parents des enfants scolarisés.

Les nouveaux rapports de travail, inspirés du modèle japonais cher à Dalle entraîneraient donc « l'aménagement du temps de vivre » calqué sur le temps de travail flexible... tout comme un renfort des discriminations sexistes par exemple. La flexibilité et la variation des rythmes de production au gré des commandes étant les meilleurs fournisseurs du temps partiel, dont les femmes sont la première cible. Celles de l'entreprise LIF (sous-traitante de la Régie Renault) se voyaient ainsi en janvier 1984 proposer un plan de « redressement » de l'entreprise comportant le passage du temps plein au temps partiel (mi-temps) pour « les femmes dont le mari travaille ».

Bref, des heures d'émissions de télé aux rythmes scolaires des enfants, en passant par la répartition du droit au travail entre les hommes et les femmes, c'est bien un modèle de société que nous proposons — par petits bouts, c'est plus dis-

cret — les zéloteurs du modèle japonais.

La spirale japonaise

Dalle nous en délivrait déjà la morale au détour d'un des paragraphes de son rapport : « Les avancées sociales, expliquait-il, ne doivent pas être comprises comme des compensations aux contraintes de l'organisation [du travail, NDR], ni comme des finalités par elles-mêmes. La finalité de l'industrie automobile est de produire des automobiles aussi performantes, et si possibles plus performantes, que celles des concurrents. » Les patrons ont parfois le mérite d'être clairs. Dalle propose simplement aux travailleurs d'être des bœufs. D'abandonner leurs luttes pour les avancées sociales, de revenir à l'attelage à vie à la machine.

En mettant au panier le Code du travail et les acquis de la semaine de travail de quarante heures en cinq jours arrachés aux patrons en 1936.

Patronat et gouvernement nous invitent à entrer dans une spirale infernale. Infernale parce que le modèle japonais commence déjà à être dépassé par la traduction qu'en font les patrons américains. Nous y reviendrons la semaine prochaine. Tout comme nous nous pencherons sur les réponses que doivent apporter les travailleurs face au défi technologique, dans le cadre d'un chômage de temps de crise sur lequel nous ferons le point dans cette série, dont les pages suivantes sont les premières versées au dossier.

Michel Morel



A TOULOUSE

FETE de

LUTTE OUVRIERE

ET DE LA

LIGUE COMMUNISTE

REVOLUTIONNAIRE

28 et 29 sept. au parc de la Mounède

1985

OUVRIERS ET TECHNICIENS FACE A L'AUTOMATISATION

Le défi

Comment pourrait-on se contenter de « refuser » les conséquences des mutations technologiques ? Face aux restructurations et aux licenciements, la seule voie c'est la lutte, bien sûr ; mais celle-ci même exige que le mouvement ouvrier construise et défende des perspectives d'avenir. Le dernier numéro de la revue Travail nous y invite par son dossier : « Ouvriers et techniciens face à l'automatisation ».

Un constat s'impose. « Jamais peut-être dans son histoire récente la France n'a été soumise à une aussi forte pression technologique, résume l'éditorial de Travail. Habillée d'abord au discours sur les "filères nationales de nouvelles technologies en vue de la reconquête du marché intérieur", ladite modernisation technologique se présente aujourd'hui finalement libérale et toute nue : esprit d'entreprise, marchés, créneaux exportateurs, et s'il faut du "social", il viendra tant bien que mal, après. »

La majorité issue du 10 mai présente cela comme « une prise de conscience de la réalité » ; il s'agit du choix d'une politique soumise aux exigences patronales. La dénoncer, mettre à jour ces abandons, reste nécessaire. Mais la situation est ce qu'elle est. Pour y répondre, il nous faut comprendre les phénomènes de modernisation technologique tels qu'ils se déroulent. La revue Travail nous fournit, en ce sens, « une première moisson d'analyses et de résultats ».

Un progrès pour les profits

Tenaillés par la concurrence pendant une phase de récession les patrons du textile, de la téléphonie ou de l'automobile ont « mis les bouchées doubles ». « 35 heures pour assurer la fabrication d'un véhicule dans une usine de montage à la fin des années soixante. Aujourd'hui, vingt heures pour un véhicule de niveau équivalent dans la gamme », résume Daniel Richter. Pour parvenir à ce résultat, les robots s'intègrent dans un ensemble : conception du produit, gestion optimale des rythmes de production, suppression des stocks et utilisation de matériels sophistiqués forment un tout.

L'ensemble des conditions de travail comme les qualifications ouvrières en sont transformés.

● Extension du travail en continu.

Les robots ont besoin de serveurs la nuit ; malgré tout ce qu'on sait des dégâts des 3 x 8 sur la santé... Cependant, le patronat propose des équipes de nuit à des volontaires, lesquels gagneront 30 à 40 % de plus que leurs camarades en 2 x 8.

Diverses tâches (entretien, expéditions, maintenance) sont jugées « nécessaires » pendant les week-ends. Le patronat propose des équipes de « VSD » : 28 heures ou 29 heures en trois jours de fin de semaine, payées 39 heures ou plus, cela « rencontre un certain écho favorable tant que le système ne concerne pas trop de monde et fonctionne au strict volontariat ». Si le nombre de volontaires est insuffisant, l'appel à l'interim est commode, ou la mise en sous-traitance de telle ou telle activité.

● Maîtrise des à-coups de production.

Les nouvelles technologies permettent plus de souplesse que les vieilles chaînes de fabrication : elles « facilitent l'adaptation rapide aux fluctuations du marché ». Conséquence : les entreprises cherchent à abaisser « le point mort des installations », c'est-à-dire le nombre d'unités produites par jour à partir duquel le seuil de rentabilité est atteint. Et elles tâchent d'ajuster les effectifs stables sur ce « point-mort ». Par exemple, des effectifs stables pour 1 300 voitures par jour avec un « point-mort » à 70 % des capacités de production. Pour gagner de l'argent, une telle usine doit fabriquer entre 1 300 et 1 850 voitures par jour. Comment régler le problème des effectifs ? « C'est là », résume Daniel Richter, que la flexibilité rejoint la précarité ! »

Dans le même numéro de Travail : Outre l'excellent dossier sur « Ouvriers et techniciens face à l'automatisation », — une enquête sur la sidérurgie au Venezuela, — un argumentaire économique en faveur de la grève des mineurs britanniques, — un document sur la résistance en Pologne.

Les entreprises vont en effet généraliser les propositions de temps partiels particuliers : 1 000 heures dans l'année, par exemple, payées 1 200 à condition d'effectuer le travail à des périodes de pointe. Ou bien encore emplois de contrats à durée déterminée et d'interimaires...

Plus largement, mais encore difficile à généraliser comme le patronat le sait bien, l'annualisation des horaires : des amplitudes positives ou négatives autour d'une moyenne (35 heures en moyenne, variant de 18 heures en deux jours à certaines périodes jusqu'à 52 heures en six jours à d'autres moments).

Nouvelles divisions

Si ces mutations ne comportaient pas de plus profonds bouleversements parmi les travailleurs, elles resteraient beaucoup plus faciles à combattre : en faisant l'unité pour la réduction massive du temps de travail et l'unification des statuts. Cette réponse, pour juste qu'elle soit, doit cependant affronter une difficulté supplémentaire, qui joue un rôle central actuellement : la transformation des qualifications, renvoyant chaque catégorie à ses inquiétudes pour l'avenir et chaque salarié à ses craintes individuelles.

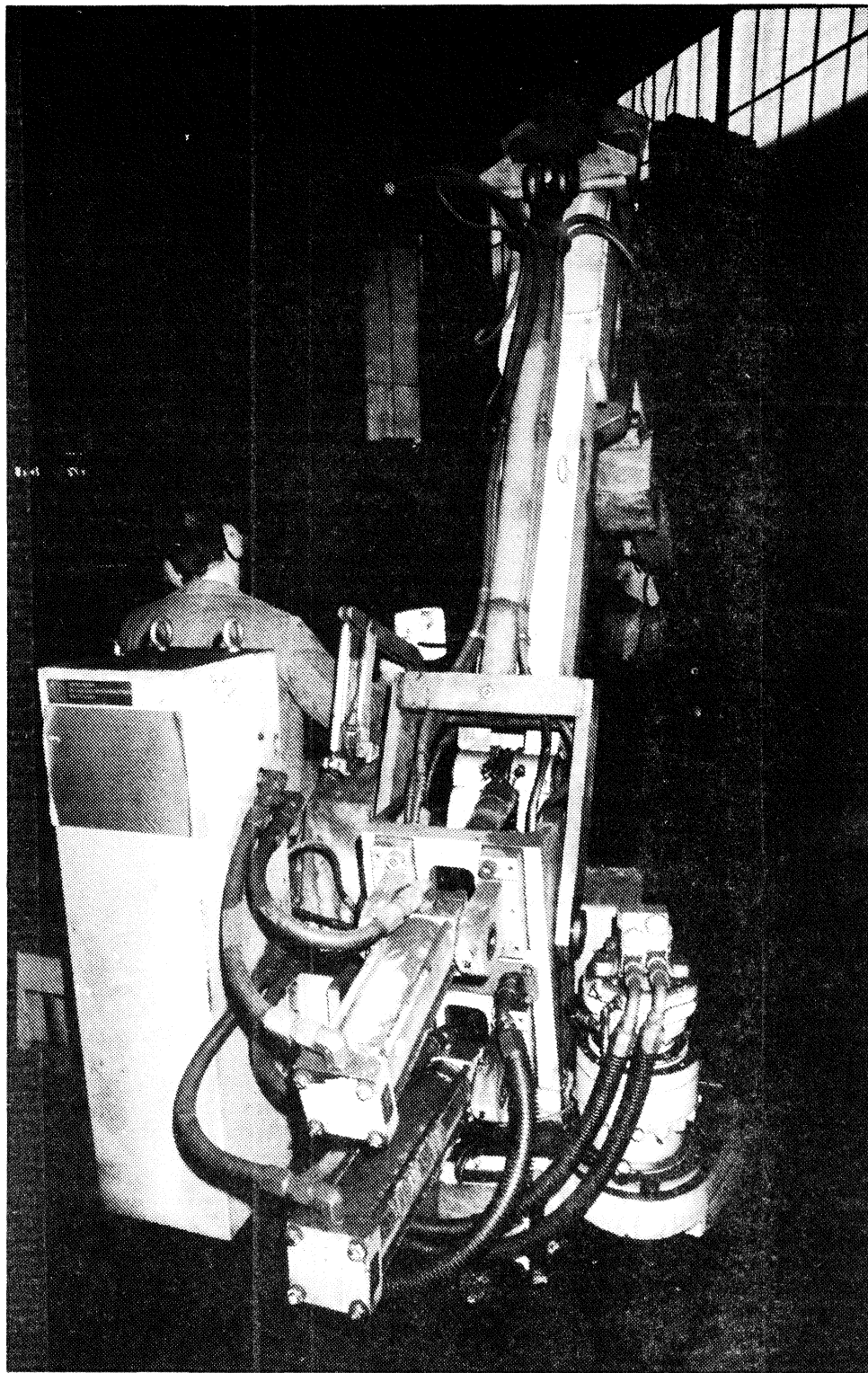
L'alternative « se moderniser ou disparaître » se traduit par divers obstacles à des reclassements positifs :

— Chez les OS : leur proportion dans la fabrication diminue avec l'automatisation. Ils passent, par exemple, de 69 % de l'effectif nécessaire pour la R5 à 59 % de celui mobilisé pour la Super Cinq, alors que le nombre global de ces salariés diminue lui-même de 14 %. Ajoutons que « la forme actuelle d'automatisation met une partie des OS hors production », comme le soulignent Benjamin Coriat et Philippe Zarifian¹.

— Chez les ouvriers de métier : nombreux dans la sidérurgie, les papeteries, la navale, ils ont subi de plein fouet les grandes restructurations en cours depuis dix ans : « la politique d'état d'urgence » mise en œuvre a « privilégié des raccourcis qui font apparaître comme sans valeur des savoirs utiles », qu'il aurait fallu transformer au sein des collectifs (ouvriers-maîtrise) préexistants.

— Chez les jeunes de l'enseignement technique court : ce troisième groupe se trouve aussi « menacé d'exclusion », expliquent Benjamin Coriat et Philippe Zarifian : tant les jeunes qui n'arrivent pas à avoir un CAP que ceux dont le CAP ou BEP ne permet pas d'accéder à l'essentiel des emplois industriels. On assiste, en effet, à une dévalorisation de nombreux CAP et BEP ; et en même temps à l'absence de CAP dans les disciplines nouvelles, électronique et informatique.

« Il est logique, soulignent Benjamin Coriat et Philippe Zarifian, de s'attendre à ce qu'avec un marché du travail dégradé et un



Robot-forgeron, dans l'entreprise Merkle dans l'Essonne

faible taux de recrutement, les directions d'entreprises choisissent les plus diplômés, quitte à les sous-classer à l'embauche.

Deux autres groupes de salariés, eux aussi, doivent s'adapter. Les OP, ouvriers professionnels, voient leurs acquis mis en question, souvent contraints d'acquiescer une « polyvalence » pour ne pas risquer de perdre leur emploi. La maîtrise, surtout quand elle était avant tout « disciplinaire », n'a pas « le profil » face aux « ouvriers opérateurs sur systèmes automatisés » ou face aux « techniciens de production ».

Ces deux catégories, en revanche, enregistrent une « promotion » avec l'automatisation. Les « ouvriers opérateurs », qui existaient déjà dans les « industries de process » (petrochimie, cimenteries...) sont « appelés à se développer » ; leurs compétences leur permet de postuler assez rapidement à un rôle de chef d'équipe dans l'organisation du travail. Les « techniciens de production » sont l'objet aujourd'hui d'une transformation : les directions d'entreprises ont souvent privilégié l'embauche de techniciens, de diplômés d'IUT, etc. les rapprochant en même temps beaucoup du stade de la fabrication. Si la pente des « industries de process » est suivie, « la coopération entre techniciens de production et ouvriers opérateurs devient l'épine dorsale de la nouvelle organisation de la production ».

Les mutations industrielles et technologi-

ques renouvellent donc profondément les catégories ouvrières. Certains en profitent.

D'autres ont une carrière technique toute tracée alors qu'ils sont tout nouveaux à l'usine ou dans un service public. D'autres craignent. D'autres sont déqualifiés. Ou même expulsés.

On comprend donc l'acuité de la question posée par la revue Travail : « Forger une unité nouvelle dans le moment même où sont affrontées les questions inédites, tel est le défi adressé au mouvement ouvrier et syndical », résumant Coriat et Zarifian. En effet, comme le souligne Daniel Richter, « rien ne sert de réclamer 10 % de la masse salariale pour la formation tout en étant incapable de développer une pratique de masse qui donne envie aux travailleurs de se former individuellement et collectivement ».

Il nous faut donc tâcher de replacer cet enjeu de la formation sous le contrôle des organisations ouvrières et des travailleurs eux-mêmes dans une stratégie de sortie socialiste de la crise actuelle.

Pierre Rème

1. Voir Critique communiste n° 31, juillet 1984, un entretien avec Benjamin Coriat : « Pour un nouveau pacte entre travailleurs ».

Rentrons, rentrons, qu'une science infuse abreuve nos crayons !

A la rentrée scolaire, les mauvais coups sont déjà là ou ils se préparent activement. Nous les avons recensés : douze questions clés qui se poseront au cours de l'année. Et ce n'est ni la rentrée littéraire du ministre Chevènement ni la Marseillaise qui fera avaler cette pilule amère.

1

Cantines fermées...

Pas de cantine le jour de la rentrée : les agents de service et d'administration ont ainsi marqué leur refus des suppressions de postes (un millier cette année, et 1 600 dans le budget 1986). Parallèlement à ce désengagement de l'Etat, les établissements sont invités à embaucher des TUC sur leur budget propre. Le dossier des non-enseignants s'élargit aux universités et aux administrations centrales : les avantages acquis (temps de travail et congés) par les personnels sont annulés par un arrêté ministériel tombé à la veille des vacances d'été.

2

Dans les classes

Dans le premier degré, ce sont les effectifs des classes maternelles qui devraient augmenter. Mais, pour l'ensemble, huit cents postes d'instituteurs ont été supprimés à cette rentrée. C'est dans les lycées, y compris les LEP, que l'augmentation de la scolarisation des élèves, non compensée par des créations de postes suffisantes, se traduira par la généralisation de classes à trente-cinq élèves. Les « 35 par classe » deviennent la norme officielle.

3

Budget 1986 : toujours moins

Le prochain budget prépare une rentrée 1986 en régression sur l'actuelle. S'il est exact que le budget de l'Education nationale n'est pas le plus mal loti et « profite » du redéploiement d'autres ministères, il n'en reste pas moins austère. La diminution des créations d'emplois se poursuit : 3 300 dont 1 600 pris sur les non-ensei-

gnants. Les crédits d'investissement sont prévus en baisse : 4 250 millions de francs en 1986 contre 4 550 en 1985. De même, les crédits de fonctionnement, non indexés sur la hausse des prix, ne permettent plus aux établissements de fonctionner normalement : pour la première fois, l'hiver dernier, des universités n'ont pas pu assurer le chauffage des locaux pour la durée normale.

4

Les conseils nouveaux sont arrivés

Au mois d'octobre seront élus de nouveaux conseils d'écoles et conseils d'administration dans les collèges et lycées. Le prétexte à leur mise en place est de renforcer la participation des parents : habile, mais faux. Leur raison d'être est plutôt de doter les établissements de structures gérant leur autonomie. L'enjeu est donc multiple : comment les parents et les enseignants réagiront-ils face à la gestion de la pénurie ? rentreront-ils dans le jeu de la mise en concurrence des établissements ? accepteront-ils l'ingérence du lobby patronal local ?

5

Grasse matinée le samedi matin ?

Un des champs d'application de la décentralisation concerne la définition des horaires scolaires dans les écoles au niveau de la commune. Une pression, démagogiquement soutenue par Chevènement, s'exerce dans le sens de la suppression de l'école le samedi matin, compensée par son ouverture le mercredi matin : c'est la seule bêtise que les rythmes scolaires en France n'avaient pas encore réalisée. Ce sera donc chose faite dans quelques communes à partir de cette année.

6

Demandez le programme

Les nouvelles instructions, d'inspiration fort ancienne, pour l'enseignement dans les écoles s'appliquent à cette rentrée. En particulier, l'instruction civique refait surface, sur fond sonore de *Marseillaise*. Dans le courant de l'automne, de nouveaux programmes pour les collèges seront annoncés ainsi que des mesures pour les lycées. Dans ceux-ci, il est fortement question de supprimer la section B (sciences économiques et sociales), et de recentrer l'enseignement économique autour de l'entreprise : une nouvelle approche comptable, micro-économique et technocratique, bref une ré-

7

Le privé ne se prive plus

En cette rentrée, l'enseignement privé de second degré bénéficie de 23 % des nouveaux postes d'enseignement créés dans les collèges et lycées d'Etat, alors que la proportion d'élèves scolarisés dans le secondaire privé est de 20,8 % et que le privé échappe au redéploiement imposé au public. Ainsi, dans les académies de Limoges, Nancy-Metz et Toulouse où le nombre d'enseignants du

forme idéologique dans la perspective de la « modernisation ».

8

Un bac pour les « pro »

Le bac professionnel est créé : il n'y aurait rien à lui reprocher s'il offrait un enseignement complémentaire aux titulaires du CAP et du BEP. Mais il est mis en concurrence avec ces deux diplômes : il est prévu que le nombre d'élèves préparant ceux-ci diminue beaucoup plus rapidement que n'augmentera le nombre de bacheliers professionnels. Et dès 1986, le budget transforme deux mille emplois de professeurs de LEP en postes d'enseignants de « lycée professionnel » préparant au bac professionnel. L'élitisme républicain s'applique donc aussi à l'enseignement technique.

9

Les potes à l'école

Bien sûr, collégiens et lycéens seront mobilisés pour la grande manifestation début décembre, pour l'égalité des droits. Le débat sur le droit de vote pour les immigrés est engagé dans les syndicats de la FEN dont la plus haute instance doit arrêter une position à ce sujet en décembre.

10

CGT : votre FEN m'intéresse

Le 42^e Congrès CGT s'ouvre en novembre. La direction confédérale a donné le feu vert pour rouvrir un débat sur la syndicalisation des enseignants. Un projet qui, s'il était mené à terme, diviserait et démoraliserait le milieu, dégraderait encore l'image de la CGT, et renforcerait principalement le SGEN-CFDT et FO. Du suicide donc, mais à l'heure d'aujourd'hui, peut-on ex-

11

Mettez-m'en quatre livres

La rentrée dernière nous avait apporté *Tant qu'il y aura des profs* (Hamon-Rotman), *De l'école* (Milner) et un tombereau de pamphlets.

La récolte 1985 laisse poindre un retour de bâton : les éditions Barrault éditent *Tu seras ministre, mon fils*, de Patrick Boumard, qui mêle de percutantes critiques de Chevènement-Milner avec une approche « psy » à l'excès.

Aux mêmes éditions, *Insoumission à l'obligation scolaire* retrouve les accents de la société sans école. Un bel avenir reste donc ouvert à la polémique instruction ou éducation. Elle rebondira avec la publication de deux livres, l'un de Chevènement, interviewé par Hamon-Rotman (Flammarion), l'autre d'Alain Savary (*En toute liberté*, Hachette), en collaboration avec Catherine Arditti. A chacun ses journalistes.

Edwy Plenel, journaliste au *Monde*, se suffit à lui-même : l'événement éditorial à l'école en cette rentrée, c'est son livre *L'Etat et l'école en France* (Payot), une analyse argumentée et stimulante sur le rôle contradictoire de l'Etat à l'égard de l'enseignement, d'hier à aujourd'hui.

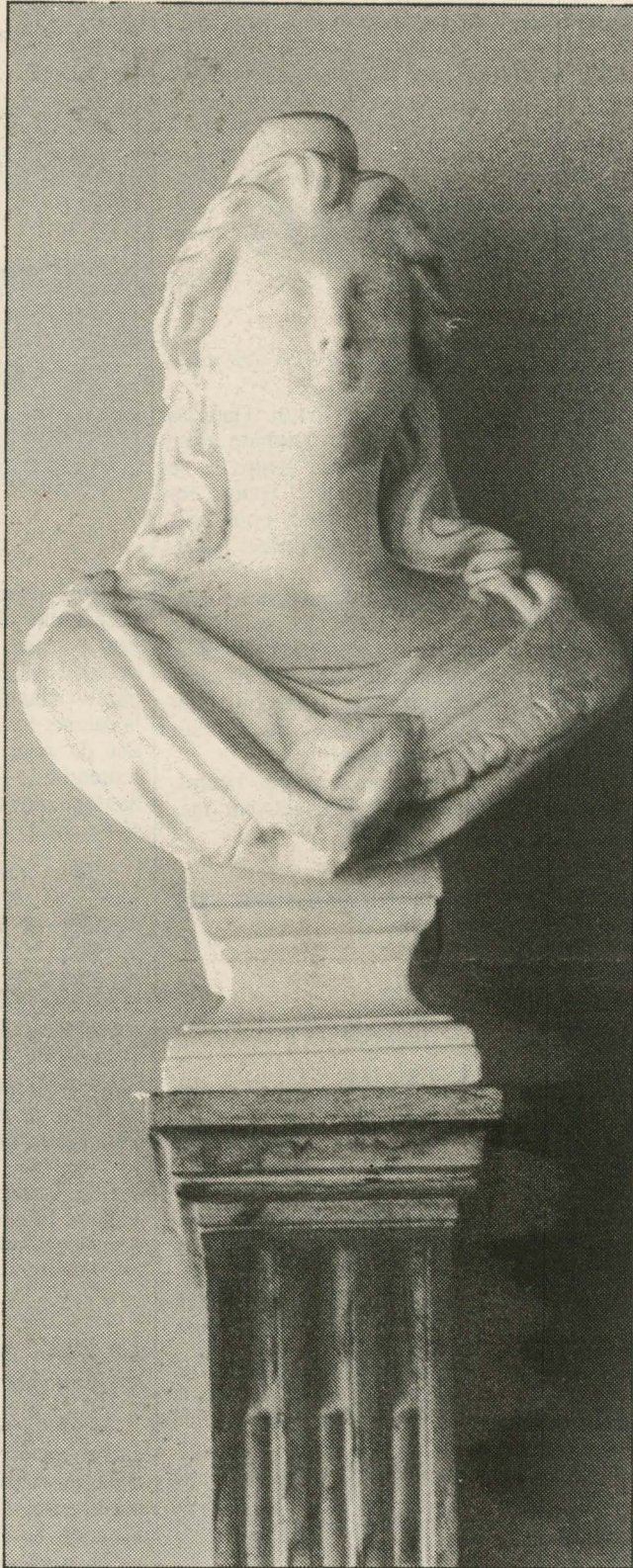
12

Mars 1986 : examen de passage

« J'ai la conviction que, quels que soient les résultats des prochaines élections législatives, des options fermes ont été prises. J'ai la faiblesse de croire qu'elles sont durables et qu'il ne se trouvera pas une majorité de Français pour souhaiter revenir en arrière. »

Façon de dire, pour Chevènement : gauche ou droite après 1986, ma politique est la seule. C'est un peu prétentieux de sa part, mais exact pour l'essentiel : l'élitisme républicain, le culte de l'entreprise, la décentralisation et le nationalisme balaient la route à la droite.

Nicolas Jeanson



Longwy: histoires d'ouvriers

On parle beaucoup, surtout depuis 1981, des rapports entre la culture et le « monde du travail ». Des revues paraissent, des colloques sont organisés, comme celui du Havre qui, en mai dernier, réunissait les comités d'entreprise ayant signé une charte avec le ministère de la Culture. Le problème de la mémoire ouvrière y est souvent posé. A Longwy, où une association s'est créée en liaison avec les luttes de la sidérurgie, où des militants ouvriers et des intellectuels, ensemble, recherchent, à travers son passé et son présent, l'indépendance de la classe ouvrière du bassin. Ceci, à un moment où les restructurations successives réduisent le nombre de travailleurs de la sidérurgie. Nous avons demandé à deux animateurs de cette association, D. Charasse et J.C. Feite, de nous expliquer leur démarche.

La mémoire

« Rappeler que le bassin de Longwy-Villerupt a produit pendant longtemps le tiers de l'acier français ; que c'est avec son fer, son acier, qu'on a construit la gare de Marseille, celle d'Orsay, le métro et même le plancher de la Sorbonne... ce n'est pas cultiver la nostalgie du passé (où la misère et l'exploitation existaient bien aussi). C'est lutter pour faire accepter une définition plus large des termes "patri-

moine" et "culture", qui tienne compte de l'apport décisif du monde ouvrier et de son histoire. Nous sommes convaincus qu'on ne construit pas le futur sur du vide, qu'une société sans mémoire est une société sans avenir. Mais, nous pensons aussi que la mémoire collective est un enjeu. Il ne faut pas en laisser le monopole à ceux qui occupent le devant de la scène. » (Présentation de l'APEP dans le numéro 0).

□ Qu'est-ce que l'APEP, et comment s'est-elle créée ?

C'est l'association pour la préservation et l'étude du patrimoine du bassin de Longwy-Villerupt. Au début, il y a eu une dynamique de chercheurs : un petit groupe de gens, plutôt des universitaires (historiens, sociologues). Celui-ci était composé uniquement de gens qui faisaient des études sur la région et qui étaient, pour la plupart, basés à Nancy, à la faculté. Les recherches ne dépassant pas les environs de Nancy. On était complètement coupé de Longwy, bien qu'habitant une région sidérurgique. On a eu le contact avec des intellectuels habitant le bassin, comme Noirielle, qui avait écrit *Vivre et lutter à Longwy*.

Notre intention était de rapprocher la recherche d'une réalité ouvrière et militante, mais pas seulement militante. Essayer d'avoir une analyse du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière avec une espèce d'interaction entre la population et les chercheurs. Le but était de fonctionner plus près des gens, à la différence de ce que font habituellement les sociologues. Nous voulions faire participer directement les travailleurs du coin aux études et les leur renvoyer sous forme d'expositions, revues, etc. Voilà l'intention de départ.

□ En quelle année se situe cette démarche initiale ?

A peu près en 1980.

□ Je suppose qu'il y a donc un lien avec les luttes de 1979.

Oui, déjà une partie des initiateurs de l'association avaient participé aux luttes sur le coin. Pour les intellectuels, ce fut l'occasion de rejoindre un petit peu le mouvement ouvrier. Ils sentaient qu'ils étaient complètement en décalage par rapport à une réalité qui existait.

Ensuite, 1981 a été un détona-

teur : l'intention datait d'avant, mais l'association a été enregistrée en juin 1981. On a utilisé l'Année du patrimoine (d'où notre appellation) pour avoir des subventions. D'autre part, au début, Chevènement, alors ministre de la Recherche, parlait de la lier à la population. Nous avons eu nos premières subventions du minis-



tère de J. Lang pour une étude sur la culture ouvrière dans le bassin de Longwy.

N'y-a-t-il pas eu aussi des rapports entre la création de l'APEP et l'expérience de Radio Lorraine cœur d'acier ?

Il y a des liens, puisque Noirielle et d'autres avaient fait des émissions à LCA. Et puis, aussi l'émission « Passe-Présent » donnait la parole à des travailleurs qui venaient raconter leur histoire individuelle. Autre expérience : deux journalistes étaient venus mettre leur savoir-faire à LCA, au service de la population ouvrière.

rée comme admise, qu'il y a plusieurs statuts ouvriers, plusieurs types d'ouvriers : les sidérurgistes, mais aussi les autres. L'autre idée, c'est que *Histoires d'ouvriers*, ça rejoint le « Passe-Présent » : l'histoire des destins individuels qui, à un moment donné, nous permet de rejoindre l'histoire collective.

□ Pourquoi, aujourd'hui, se replonger dans le passé de la classe ouvrière du bassin de Longwy ?

D'un côté, les gens, à un moment donné, se sont retrouvés coupés de leur histoire par la grande césure de 1979. Il semblait important de la redigérer pour reprendre son élan. Il y a aussi des intérêts individuels : un tas de militants se sont retrouvés sans perspective et se sont dit : « Pour mieux affronter le présent, il faudrait refaire des analyses ; on a agi, on s'est fait avoir ; essayons d'en trouver des explications dans le passé ». Enfin, rechercher le point de vue des

gens sur leur histoire et ça, il faut le continuer avec la revue. Mais, depuis quelques temps, nous essayons de lancer des perches vers l'avenir, et plus seulement de faire des études sur le passé.

□ Quelles sont les activités de l'association ?

Notre première action a été l'ex-



la dernière lettre portait sur l'avenir : Le Pen prenait le pouvoir et renvoyait tous les immigrés.

En même temps, quatre numéros d'*Histoires d'ouvriers* sont parus depuis novembre 1982. La revue est diffusée à 1 500 exemplaires, dont 200 sur abonnement (les trois quarts pris hors de la région et même à l'étranger. Par exemple, des gens qui avaient travaillé à Longwy et qui vivent maintenant aux USA, se sont abonnés et nous ont envoyé des documents). Aujourd'hui, on a moins de temps à consacrer à la revue, dans la mesure où nous avons moins de subventions et où il faut chercher des contrats pour subsister.

□ Justement, quels sont vos

rapports avec les divers ministères ?

On a des subventions, mais de moins en moins. L'Etat donne de l'argent pour lancer des choses, jamais pour les soutenir sur le long terme. Il te donne la moitié d'un budget pour fonctionner pendant un an. Après, on est censé se débrouiller avec les subventions des collectivités locales.

Or ici, les maires de gauche (notamment PC) connaissent des difficultés économiques ; le conseil général est de droite, ainsi que le conseil régional.

□ Avez-vous des relations avec les organisations du mouvement ouvrier ?

« Je m'appelle Martine. Je travaille depuis seize ans aux Faïenceries, je ne dirai pas avec amour, mais sans regret. Depuis février 1982, mon patron en a décidé autrement, en me licenciant. Alors, je me bats pour continuer ce travail. Pourquoi cette recherche sur le passé des Faïenceries ? Quel rapport avec ma lutte ? Eh bien, quand on aime bien travailler dans une usine, c'est sûr qu'on aime bien en parler et en entendre parler. Et puis, depuis 1970, c'est la bagarre tous les trois-quatre ans, et les réductions de personnel, la mise à la porte des copines. Alors, cette grève, on a dans l'idée que ça devrait être la dernière : savoir pourquoi tous ces licenciements, comment on en est arrivé là, de 400 employés à 40, les luttes qu'il y a déjà eu et comment faire pour trouver une solution durable pour tout le monde. » (Présentation du dossier sur l'histoire des Faïenceries, fin 1982).

Peu. On écrit l'histoire du coin, celle de la classe ouvrière en particulier. Il y a des gens qui, jusqu'ici, étaient les propriétaires de cette histoire ou se considéraient comme tels. Donc, ils ne réagissent pas forcément bien. Si l'on ajoute que nous sommes liés à des militants qui étaient à LCA et qui ont été assez critiques vis-à-vis du

PC et de la CGT, on comprendra que les relations ne soient pas toujours faciles. Ce type de critiques ne s'exprime jamais directement, aussi nous n'en avons connaissance qu'indirectement et de façon peu vérifiable. En tout cas, les échos qu'on a pu avoir ne nous poussent pas à la confiance ou à la sérénité. Les différentes organisa-



tions tentent de nous situer sur le plan politique en nous collant sur le dos des étiquettes multiples, contradictoires, parfois cocasses, et uniquement fondées sur l'itinéraire d'un ou plusieurs de nos membres. Ça va de la « dissidence » à la « démocratie chrétienne » en passant par le « gauchisme » ou « récupérés PCF ». La traduction, en situation officielle, est la stratégie du silence (non-réponse aux courriers, oublis, ajournements, etc.) ou des expressions de désintérêt.

Au niveau des subventions, les mairies PC du coin ont des attitudes assez diversifiées : le soutien de certaines est important (Villerupt, Hussigny), alors que celui de Longwy est faible.

Quant aux syndicats, que ce soit la CGT ou la CFDT, ils ont pris une baffe terrible sur le bassin depuis 1979. Ils ont le même travail à faire (et parfois davantage) avec moins de militants : ils sont submergés et n'ont donc guère de temps à nous consacrer. Par exemple, on a invité Noirielle pour parler de son livre *Immigrés et prolétaires. Longwy 1880-1980* ; il y avait quarante personnes, mais pas de représentants des syndicats (ils étaient pourtant invités) : c'est dommage. Il y a cependant un espoir, celui de travailler avec l'Institut d'histoire sociale de la CGT, qui semble intéressée.

Avec les comités d'entreprise, il y a peu de relations. En fait, ni les structures ni les conceptions de l'action culturelle ne se rejoignent facilement entre eux et nous. Peut-être parce que le CE, de par sa position dans l'entreprise, mise naturellement plus sur la culture-loisir, tournée vers l'extérieur (voyages, concerts...) que sur la valorisation de la culture liée au travail ou en général, de la culture ouvrière.

Enfin, dernière raison pour lesquelles on est pas trop bien vu, au départ, nous nous sommes davantage intéressés à l'histoire individuelle qu'à celles des structures, contrairement à ce qui se fait d'habitude.

□ En quoi votre démarche peut-elle aider les travailleurs du bassin de Longwy dans la situation qui est la leur aujourd'hui ?

L'expérience avec le centre social de Longwy-Haut et le club de prévention de Mont-Saint-Martin en direction des jeunes (pour la plupart des immigrés de la deuxième génération, souvent au chômage) est un bon exemple. On a essayé de bosser sur des peintures murales en nous mettant d'ac-

cord avec les organismes propriétaires, les associations de locataires et les municipalités. Arriver à faire participer les habitants d'un quartier à leur environnement ; faire en sorte que les jeunes, encadrés par des peintres, soient en capacité, d'ici un an et demi à peu près, de créer une entreprise de peinture murale, étaient les deux intérêts. Il a fallu six mois pour obtenir les subventions.

Autre exemple : voyage à Pittsburgh (organisé par l'APEP et une autre association) de quatre sidérurgistes (CGT et CFDT), pour étudier la réalité américaine. Mitterrand avait dit que, là-bas, dans cette région sinistrée, la reconversion s'était effectuée grâce à l'informatique. Il fallait donc aller voir sur place. En fait, on peut parler de conversion au niveau de l'activité des métropoles. Au niveau des gens, qui restent sur la touche après des fermetures, la différence est énorme. L'aspect social n'est, souvent pas pris en compte. Aux Etats-Unis, les gens virés de la sidérurgie se sont retrouvés pour certains à vendre des hamburgers pour un salaire cinq fois plus faible qu'avant !! La reconversion là-bas, c'est pas joli !

Nous avons aussi le projet d'aller étudier ce qui se passe dans les bassins d'emploi en Angleterre, Belgique, Allemagne, comment réagit le mouvement ouvrier, quelles sont les propositions des Verts, par exemple...

Propos recueillis par Robert Noirielle

1. LCA : créée lors des luttes de 1979 par la CGT. Radio Lorraine cœur d'acier fut sous l'impulsion des militants cégétistes locaux et de deux journalistes du PC, remarquablement ouverte... jusqu'à ce qu'en 1980-1981, la direction nationale de la CGT reprenne les choses en main. Cela devait amener la fin de cette radio, très écoutée sur le bassin et des problèmes au sein de la centrale syndicale de Longwy.

WONDER

Saint-Ouen sous surveillance

Depuis un an, les travailleurs de Wonder-Saint-Ouen et leurs syndicats CFDT et CGT luttent contre les méfaits de Tapie, qui vient de se faire un nouveau coup de pub à la télé en prenant la CGT et le PC à partie. Une responsable de la CFDT-Wonder fait avec nous le point sur la lutte.

Wonder Saint-Ouen reste sous surveillance. Au cas où Tapie s'aviserait de faire déménager le matériel des syndicats. CGT et CFDT se sont pourvus en appel. Les comités d'entreprise du groupe ont pu émettre leur avis concernant la suppression d'emplois en cours. Les lettres de licenciement adressées à chaque salarié concerné sont pourtant déjà parties. Pour de nombreux travailleurs, l'espoir de battre en brèche le plan Tapie est des plus maigres. Ils font les frais de la gestion à courte vue des patrons précédents. Comme ils paient d'ores et déjà les projets de gestion future de celui qui a repris leur affaire. « Ta-

pie voulait en fait faire un joli coup. Se faire de l'argent frais et récupérer la marque », explique une responsable du syndicat CFDT de l'usine de Saint-Ouen.

« Nous avons pensé au départ qu'il n'emploierait pas les méthodes appliquées dans les petites entreprises qu'il a reprises avant la nôtre. Wonder, c'était deux mille salariés. Nous avons cru qu'il pourrait être sensible à un projet de relance. En fait, il a laissé l'usine périlcliter. Jusqu'au dépôt de bilan gelant les créances des fournisseurs qui lui permet de se faire de l'argent frais en suivant ses bonnes vieilles méthodes. » (Voir Rouge du 30 août.) Il devait

avoir déjà des projets précis quant au rapprochement avec l'activité pile grand public de SAFT-Mazda, filiale du groupe CGE nationalisé. Il a bénéficié, c'est évident, d'un sérieux appui des pouvoirs publics. Du soutien plus que probable dit-on du ministre de l'Economie, Bérégovoy lui-même.

La coqueluche des médias n'en est plus à un coup de flanc près. Il vient de prendre la CGT et le PC en point de

mire au cours de son dernier passage à la télé. Ils seraient selon lui à l'origine du conflit Wonder. Tapie est pourtant le mieux placé pour savoir qu'il se heurte en fait à Saint-Ouen à la CFDT... majoritaire dans l'usine. Cela n'empêche pas évidemment l'unité d'action de celle-ci avec la CGT. Mais il y a tout de même une nuance !

Depuis un an les deux organisations travaillent en intersyndicale. « C'est assez

chouette, et c'est aussi exceptionnel. » La CGC, partie prenante de l'action commune au départ, a pris depuis ses distances. Certes, il y a des fausses notes. Le PCF distribue des tracts aux travailleurs de l'entreprise vantant les seuls mérites de son action, et de celle de la CGT pour sauver Wonder. « Alors que les travailleurs de l'entreprise se sont bien rendus compte au cours de la lutte que nous les défendions du

mieux possible. » La CFDT de Renault Saint-Ouen s'est associée à la CGT et à la municipalité PC pour soutenir ceux de Wonder.

« Au départ, on pensait vraiment gagner la bataille. La politique du gouvernement ne nous a évidemment en rien aidé. Elle a même contribué à nous faire perdre de notre crédibilité. » Un comble pour un gouvernement qui se dit de gauche.

Michel Morel



Editorial des feuilles d'entreprises

Duo de rentrée pour la flexibilité

Selon l'équipe de Collaro, la marionnette de Fabius, « Fafa l'Ecureuil », a posé bien des problèmes. Le Premier ministre est difficilement imitable, paraît-il. Pourtant, il est assez facile de trouver un imitateur de l'occupant actuel de Matignon.

Quelque temps après le passage de Fabius à « L'heure de vérité », sur Antenne 2, Raymond Barre faisait sa rentrée dans les colonnes du journal patronal *l'Expansion* et dans celles du quotidien de Jacques Médécine, *Nice-Matin*. Et voilà l'ancien Premier ministre de Giscard trouvant sans peine les mêmes intonations que Fabius.

Barre-Fabius : touchant duo

« La réduction du déficit budgétaire est une action prioritaire », explique Barre. Exact, rétorque Fabius. Son budget 1986 est composé de mesures draconiennes contre l'aide à l'emploi et les salaires des fonctionnaires, et du retrait massif des subsides accordés à la Sécurité sociale.

« Abaisser les coûts réels de la main-d'œuvre, à la fois par la désindexation des salaires et la diminution des charges sociales », tel est l'objectif de Barre. Parfaitement d'accord, ajoute Fabius. D'ailleurs, serait-il en droit de répondre, la désindexation, nous, au gouvernement, nous l'avons appliquée avec l'aide des ministres communistes, début 1984. Quant à la diminution des charges sociales, il suffit de se reporter aux prélèvements sociaux sur les salaires pour voir que le transfert de la part patronale vers celle des travailleurs va bon train depuis le 10 mai 1981.

La flexibilité est l'objet d'un amour partagé par les deux premiers ministres, l'un étant en exercice, l'autre pas. « Ce dont l'Europe a besoin, c'est de plus de travail, plus d'investissements, et surtout plus de flexibilité », explique le professeur Barre.

Bien sûr, surenchérit Fabius. Et l'homme de Mitterrand supplie, devant les caméras de télévision, les « partenaires sociaux » d'accepter l'aménagement du temps de travail, pour le partager, pour faire tourner plus longtemps les machines, pour bosser le week-end et la nuit, pour développer le travail à temps partiel.

Et Fabius décrète que les aides publiques pour la modernisation iront « en priorité aux entreprises qui ont accepté de négocier sur l'aménagement du temps de travail ». S'il exclut le recours à une loi sur la flexibilité, il incite les patrons à passer des accords de branche ou d'entreprise.

Lutter contre la flexibilité

Ces graves propos sur la flexibilité font peu de cas des principaux intéressés, les travailleurs. Il nous faudrait accepter de plier l'échine, d'adapter nos horaires selon le bon vouloir patronal, accepter la baisse des salaires au nom de la modernisation ? Certainement pas !

Une seule solution pour balayer ces beaux discours, faire échec à la flexibilité : par la lutte pour le maintien intégral de l'emploi, pour les trente-cinq heures sans réduction de salaire. Tant pis si nos experts trouvent cela rétro...

POMPEY Quelles perspectives ?

La Lorraine fait encore parler d'elle à l'occasion des restructurations. Cette fois, c'est Pompey (aciers spéciaux) qui doit être fermé en 1986, contrairement aux promesses de la direction, l'an dernier. La mesure annoncée fin juillet a suscité une vive réaction des travailleurs qui, fin août et début septembre, se sont signalés par de nombreuses opérations « coup de poing ». A la différence des actions CGT de ce type effectuées pendant l'été, elles ont été faites avec la CFDT et furent relativement massives.

Surtout, il y a eu le 4 septembre une manifestation de quinze cents travailleurs dans l'usine, ce qui représente, dans la situation de la Lorraine où l'échec des luttes passées a laissé des traces, un succès non négligeable. Mais, le 5 septembre, Chérèque annonçait des mesures de reconversion — la création de 450 emplois alors que la perte d'effectifs sera de 1 500 en deux ans. Elles n'enthousiasment guère. On se souvient ici des 4 000 emplois promis par Fabius en 1984 et qu'on attendra encore longtemps.

Ces mesures ont seulement permis la division syndicale et la reprise du travail votée, le vendredi 6, aux deux tiers des votants. La CFDT adopte une position nouvelle à l'égard de ces mesures et a prôné la reprise, tandis que la CGT, derrière un langage dur, ne propose rien pour élargir la mobilisation. En effet, seule la liaison avec les autres bassins sidérurgiques touchés peut permettre de faire reculer la direction du groupe Ascométal, avec comme objectif dans un premier temps la préparation d'une manifestation régionale de défense de l'emploi. C'est ce que propose la LCR lorraine.

ESSONNE Encore un commando patronal

« Le droit à la manifestation existe, mais le droit à la violence n'existe pas », disait Fabius à « L'heure de vérité » sur Antenne 2. Ce droit à la violence, le commando venu attaquer les occupants de l'entreprise Zeppelini, à Draveil, se l'est arrogé. Munis de matraques et de pistolets à grenaille, ils ont frappé et tiré sur trois des occupants, trois militants CGT. L'un d'entre eux, ayant reçu une décharge de grenaille en plein visage, a été hospitalisé.

Zeppelini est une fonderie travaillant pour Renault. Le patron, Roger Zeppelini, est fort susceptible, selon la CGT, d'avoir organisé un commando qui n'a cessé sa triste besogne qu'avec l'arrivée inopinée de passants en voiture. Les médias ont fait grand cas de ce qu'ils appelaient les « commandos CGT », fin août. Ils seront certainement plus discrets sur ce véritable commando patronal, dont l'intervention visait à briser une grève dont le motif est malheureusement banal : la lutte contre les licenciements.

56 étaient obtenus par le patron en 1984, 39 sont prononcés cette fois, ne laissant que 65 personnes dans l'entreprise.

Dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 septembre, un groupe armé et organisé est intervenu contre les grévistes pour soutenir l'action patronale. Les « mystérieux inconnus » ont agi pour un mobile facile à élucider. Il ne faut pas y voir là un petit fait divers de banlieue parisienne. Trop d'activistes parmi les petits patrons, trop de haine patronale s'accumulent pour ne pas y voir une tentative d'intimidation physique qui risque de faire école parmi les licenciés.

ALTERNATIVE 86

Pour débattre et agir

Strasbourg: un collectif pour une gauche anticapitaliste

Voilà comment le Collectif pour une gauche unitaire et anticapitaliste de Strasbourg présentait à la presse sa démarche, le 19 juin 1985 :

« A Strasbourg vient de se constituer un Collectif pour une gauche anticapitaliste, qui explique ainsi le sens de sa démarche :

— La gauche en 1981 promettait de changer la vie... Effectivement la vie a changé, mais dans un sens diametralement opposé à ce qu'attendaient les électeurs de gauche. En Alsace, le nombre de chômeurs a doublé...

— Aujourd'hui, face à une offensive extrêmement arrogante de la droite, la gauche gouvernementale n'a rien à répondre, puisqu'elle-même a déjà appliqué une partie du programme de la droite.

— Nous dénonçons l'incroyable hypocrisie des discours actuels de la droite. Dans notre région, elle parle de développement économique, alors qu'elle est directement responsable de la diminution des emplois industriels en Alsace. La droite parle de liberté, alors qu'elle entretient, en Alsace notamment, des liens multiples avec l'extrême droite raciste... Nous dénonçons le danger d'un retour au pouvoir de la droite, qui sous couvert de « libéralisme » promet plus d'austérité encore.

« Dans cette situation, nous sentons la nécessité d'un regroupement de tous ceux qui veulent défendre les idées de changement social, idées qui ont été trahies par la gauche. Nous sentons la ne-

cessité de construire une alternative politique porteuse d'un projet de société socialiste autogérée.

« Plusieurs rencontres en ce sens ont eu lieu au niveau national : notamment un débat entre organisations politiques (LCR, Lutte ouvrière, PSU, Fédération de la gauche alternative, etc.) les 26-27 mai et une « Rencontre des pratiques alternatives », à la même date.

« A Strasbourg, le Collectif pour une gauche anticapitaliste regroupe des militants syndicaux, des militantes du mouvement féministe, des animateurs des actions antiracistes, notamment dans la jeunesse. Une organisation politique y est présente : la LCR. Des discussions sont en cours avec d'autres forces

politiques. Le Collectif se veut d'abord un lieu de débat ouvert pour confronter les expériences de ses membres, tout en œuvrant à l'unité d'action des travailleurs.

« Pour les élections de 1986, le Collectif s'adresse aux différents courants anticapitalistes : organisations politiques, mouvements écologistes, militants des associations..., en vue d'une candidature de convergence entre ces courants. Si cela ne devait pas se réaliser, le Collectif envisage de présenter lui-même une candidature. Mais il ne limitera pas son action à l'aspect électoral. Le Collectif se veut un cadre permanent de travail commun et de débat pour construire une force politique. »

Les deux exemples présentés ici montrent que l'idée de construire une force anticapitaliste fait lentement son chemin et commence à se concrétiser par le regroupement des forces vives, organisations locales ou nationales, militants ouvriers, qui veulent transformer, pour l'action, l'expérience commune des trahisons de la gauche. L'appel du Gard, signé par le PSU et la LCR, la conférence de presse de Strasbourg, textes reproduits ci-dessous, indiquent que le premier pas a été franchi. Il s'agit maintenant d'élargir à toutes les bonnes volontés cette démarche. Pour débattre, bien sûr, mais aussi pour agir. Et pour être présents au cœur de l'échéance centrale, les élections de 1986.

Tel est bien l'enjeu. Dépasser le seul regroupement des forces politiques existantes, s'adresser à tout le monde, montrer par la présentation de listes lors de ces élections qu'une force peut exister, qui refuse de choisir entre l'austérité de droite et l'austérité de gauche, et qui porte ses propres réponses anticapitalistes.

Ce chemin est semé d'embûches, de sectarismes, de difficultés à convaincre que, face au formidable gâchis de la gauche et l'offensive réactionnaire, il ne faut pas baisser les bras. Mais c'est la seule voie pour intervenir efficacement dans la situation en train de se nouer.

Gard: un appel unitaire

Quatre ans après l'arrivée au pouvoir de la gauche parlementaire et à un an des élections de 1986, la situation du mouvement ouvrier français est inquiétante. Face à une droite et à une extrême droite qui rêvent de liquider quarante ans d'acquis sociaux, celle-ci, au lieu de tenir ses engagements en les imposant par la loi et les mobilisations, a multiplié les concessions au CNPF au nom du prétendu réalisme gestionnaire.

Nous sommes aujourd'hui des dizaines de milliers de militants politiques, associatifs, syndicaux à faire ce constat et à repousser l'impuissance et la démobilité. Par-delà nos différences et nos divergences, nous avons une volonté commune : construire une alternative crédible dans ce pays.

Nous n'avons pas de réponses toutes faites. Mais nous avons des questions précises.

◇ Il n'y a pas d'issue à la crise favorable aux travailleurs dans le cadre du système capitaliste. Mais comment engager concrètement la rupture d'avec celui-ci ?

◇ Face aux dérives droitières et aux divisions des directions confédérales, comment lutter aujourd'hui pour un syndicalisme unitaire défendant les revendications essentielles des travailleurs ?

◇ La France est devenue un pays multiracial et multiculturel. Comment vaincre le racisme ? Quelle intégration pour les immigrés ?

◇ Après cinquante ans de dictatures bureaucratiques, pour quel socialisme combattons-nous ?

◇ Comment défendre le droit à l'autodétermination des colonies ? Quel soutien au Nicaragua ? Quel rapport entre les pays riches et le tiers monde ?

◇ Face à la prétendue décentralisation et à la caricature de proportionnelle électorale du gouvernement, quelle démocratie politique sur le plan local, régional, national ?

◇ Comment lutter contre les menaces de guerre et contre la destruction des ressources naturelles ?

Aujourd'hui, seul un cadre commun de réflexion et d'interventions peut nous permettre d'avancer des réponses programmatiques à ces différentes questions dont la liste n'est pas limitative. Construisons-le tous ensemble pour faire entendre notre voix dans les luttes d'aujourd'hui et les élections de demain.

Nîmes, le 25 juin 1985
Parti socialiste unifié (fédération du Gard).
Ligue communiste révolutionnaire (sections de Nîmes-Bagnols et Alès).



Souscription législative 86

2,5 MILLIARDS DE CENTIMES

OBJECTIF 86

Contre la droite
et l'austérité !
Rassembler une force
à gauche de la gauche !

Pour des candidat(e)s de la gauche anticapitaliste en 1986

En 1986, la LCR veut concrétiser les batailles qu'elle a menées par une vaste campagne politique :

- contre la politique d'austérité du gouvernement ;
- contre les projets de revanche de la droite ;
- pour rassembler une force anticapitaliste dans la perspective d'un nouveau parti pour les travailleurs.

Deux millions et demi de francs — 250 millions de centimes —, voilà, d'après nos premières estimations, le coût de la campagne que nous devons et voulons mener en 1986 !

Envoyez vos chèques à l'ordre de la LCR, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil.

Les émeutes
de Birmingham

L'avant-goût de la barbarie

Le mépris du flic est tombé comme un couperet : « *Nous sommes tous d'accord sur un point, ils se sont payé du bon temps.* » « Ils », ce sont les jeunes Pakistanais, Jamaïcains, Britanniques qui ont enflammé le quartier-ghetto de Handsworth à Birmingham les 9 et 10 septembre. Et celui qui a commis cette phrase assassine est le chef de la police locale.

La semaine dernière, à Marseille, une cité d'immigrés se révoltait de façon semblable contre des forces de l'ordre aussi enclines au racisme que les bobbies anglais. Une presse provocatrice parlait d'« émeutes pour un truand ». « Délinquants », « pilleurs », « drogués » et autres noms d'oiseaux : les défenseurs acharnés du libéralisme n'ont que ces mots-là à la bouche. Toujours à la recherche de boucs émissaires, ils savent bien « oublier » les vrais responsables de ces mouvements de colère qui ensanglantent de loin en loin les banlieues des grandes villes européennes.

Handsworth est une caricature de ces faubourgs de chômeurs-immigrés sans futur. Une cité des 4 000 puissance dix, si c'est possible. La moitié de la population est sans emploi et les jeunes immigrés n'ont aucune possibilité d'en trouver. Lutter contre le chômage n'a jamais été une priorité de l'ultra-libéralisme à la mode Thatcher.

Et outre-Manche, le gouvernement s'est déjà bien engagé dans le respect de la loi de la jungle... pardon de la loi du marché. C'est dire que l'Etat régulateur solidaire ne sert en théorie plus à rien et une main invisible est censée distribuer à chacun selon ses mérites. Résultat, en quatre ans, le pouvoir d'achat du chômeur a baissé d'un quart. Dans le même temps, celui des administrateurs de sociétés augmentait d'autant. Thatcher a inventé un nouvel hymne : « *God save les compétitifs et ceux qui font des profits* ». Pour les autres, la matraque !

Mais si l'on n'y prend garde, Chevenement est en train, sur fond de *Marseillaise*, de nous jouer le même air élitiste. Fabius, Cresson, Bérégovoy, tous les tenants de la real-politik, nous expliquent sans fard qu'il y a trop de protection. Ici, là-bas, en Allemagne fédérale, aux Etats-Unis, au Japon et ailleurs, la même société « marche ou crève » s'installe avec pour corollaire le repli sur soi, le refus de l'action collective et l'exclusion de l'autre, donc de l'étranger. La porte est ouverte à tous les racismes.

En France, Le Pen se berce de sa prose tandis que Chirac fait dans chaque arrondissement de Paris élaborer des livres blancs où l'on peut lire : « *Le sentiment d'insécurité est alimenté par les agressions sur la voie publique, les appartements squatterisés, la présence des Turcs et la proximité de Barbès.* » Dans les quartiers chauds de Brixton, Liverpool, de jeunes fascistes passent leur temps à harceler les immigrés. Avant de s'en aller noyauter les bandes de supporters afin de les inciter à défouler leur violence et leur haine à l'occasion des matches de football.

La croissance et le plein emploi, c'est fini, nous dit-on. Mais ces déclarations lénifiantes masquent les véritables conséquences de la crise capitaliste, d'ici quelques années. Birmingham préfigure cette société où les laissés-pour-compte seront des millions et où la barbarie sera la seule loi.

Flora Chénétier

AFRIQUE DU SUD

Une leçon de choses

Décisions américaines, décision de la CEE en suspens, les temps sont durs pour le régime raciste de l'apartheid. Mais au fond, ce qui préoccupe Botha, c'est avant tout la réalité d'un désinvestissement : et si les banques centrales ne lui lançaient pas de bouée de sauvetage ?

Ronald Reagan aura attendu jusqu'au dernier moment pour accepter de prendre des sanctions à l'égard de l'Afrique du Sud. Farouchement opposé à celles-ci et leur préférant sa politique d'« engagement constructif », le président américain a cédé sur le minimum afin d'éviter un revers face au Sénat. Bien que majoritairement républicain, le Sénat n'en a pas moins des options divergentes sur l'attitude vis-à-vis de Pretoria. Il semblait même probable qu'une majorité des deux tiers pouvait y être réunie pour contrer un veto de Reagan.

Les décisions américaines interdisent les ventes d'ordinateurs aux organismes sud-africains appliquant l'apartheid, celles de technologie nucléaire, les nouveaux prêts bancaires — exception faite de ceux destinés à améliorer la qualité de la vie de la population sans discrimination de race — ainsi que l'obligation du respect du code de conduite Sullivan par les entreprises US présentes et l'augmentation des bourses d'études pour la population noire.

Pas de surprise

L'une des mesures envisagées, l'interdiction de vente des pièces d'or sud-africaines, les kruggerrands, reste soumise à l'approbation des pays signataires du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

Si l'on fait le total, le résultat est maigre. Pas de surprise quand on sait le manque d'enthousiasme qui y a présidé. Pas d'interdiction des investissements ni cessation des importations. Cependant, à la manière des décisions de Paris, il faut souligner l'aspect symbolique, accentué par la place qu'occupent les Etats-Unis (cinq milliards de dollars d'investissements contre 1,6 à la France).

Le plus frappant en fait est

que ces décisions accompagnent timidement et avec retard une tendance au désinvestissement des firmes américaines. La vente des kruggerrands aux Etats-Unis, qui rapportait en 1984 cinq cents millions de dollars à Pretoria, a sérieusement fléchi. Les banques US ont amorcé une politique de retrait. La Chase Manhattan Bank annonçait au début du mois d'août l'arrêt de tout nouveau prêt privé

pour quatre mois le paiement de sa dette extérieure (environ vingt milliards de dollars, dont les deux tiers à moins d'un an d'échéance). Il faut rapprocher de cette tendance la décision de la Barclay's Bank britannique de céder la majorité dans sa filiale sud-africaine.

La pression de certains investisseurs vient s'ajouter aux inquiétudes nées de la situation politique en Afrique du Sud. Aux USA, ce sont sept Etats, une vingtaine de grandes villes — et non des moindres : New York, Los Angeles, Washington, Boston, Philadelphie —, une vingtaine d'universités, des Eglises et autres associations privées qui ont adopté des plans de désinvestissement.

Du côté des grandes entre-

confiance aux milieux financiers.

Loin de tout souci

Déjà, dans son propre pays, Botha doit faire face au dialogue en voie de s'installer entre les milieux d'affaires et l'African National Congress (ANC). Le 30 août, l'ANC a confirmé les rumeurs d'une rencontre, qui devrait se tenir à Lusaka, en Zambie. On murmure les noms de plusieurs personnalités de premier plan du monde financier sud-africain, dont celui de Gavin Reilly, président de l'Anglo-American Corporation, le plus grand groupe sud-africain (40 % des actions cotées à la Bourse de Johannesburg, principalement dans le secteur minier).



à l'Afrique du Sud et celui du refinancement des crédits échus. Cette même banque avait décidé il y a sept ans de cesser ses prêts au secteur public sud-africain.

Une tendance au désengagement

Depuis, le mouvement s'est étendu à d'autres banques, en particulier après la décision sud-africaine de ge-

prises américaines, certaines, comme le fabricant de machines agricoles International Harvester ou Singer, ont annoncé leur départ d'Afrique du Sud. Coca-Cola et Ford ont l'intention de céder leur majorité dans leurs filiales tandis que la compagnie aérienne Pan-Am ne dessert plus l'Afrique du Sud et y a fermé son agence.

Cette tendance au désengagement menace les échanges internationaux de Pretoria. Les réserves de change sud-africaines s'élèvent, or compris, à 2,6 milliards de dollars. Si le 2 janvier, à échéance du moratoire de quatre mois décidé par la Banque centrale sud-africaine, Botha ne parvient pas à un accord avec ses créanciers, c'est à une demande de remboursement de près de sept milliards de dollars qu'il sera confronté. Ce ne sont pas les réponses politiques qu'il a apportées ces derniers mois qui risquent de donner

Somme toute, ce à quoi l'on assiste, c'est à une remarquable leçon de choses. Tout d'abord, pour tous ceux

qui se tromperaient sur le rapport de forces entre les grands pays impérialistes et l'Afrique du Sud. Si les premiers ont besoin de l'Afrique du Sud pour leurs approvisionnements — quoique la tendance ne soit pas aussi inéluctable qu'on le dit —, ils exercent une domination économique sur Pretoria par leurs investissements.

L'autre aspect de la leçon est de mettre à nu les rapports du capitalisme en montrant la vanité des déclarations de tribune, des menaces verbales agitées quand la mise en pratique d'une politique dépend des milieux d'affaires, quand ceux-ci, loin de tout souci moral, pressentent une baisse de leur taux de profit. Il n'y a là rien qui n'ait déjà été avancé par les économistes marxistes.

Jean-Jacques Laredo

**Les JCR organisent une réunion de rentrée
le vendredi 13 septembre à 17 h 30.**

**Au programme, la situation
en Afrique du Sud,
les perspectives de la rentrée,
suivi d'un pot et de musique.
Rendez-vous à Nation,
9, rue de Tunis, métro Nation.**

GRANDE-BRETAGNE

Les syndicats profondément divisés

Les syndicats britanniques viennent d'éviter de justesse la plus grave scission de leur histoire. A l'origine des tensions, les lois antisyndicats décrétées par les conservateurs au pouvoir mais aussi de sérieuses divisions politiques.

Le Trade Union Congress n'a vraiment évité que d'un cheveu la scission la semaine dernière à Blackpool. Et face aux syndicats rebelles des ingénieurs et des électriciens, la direction des TUC a été contrainte, pour sauvegarder l'unité, de se livrer à d'humiliantes contorsions.

La raison de ces tensions ? L'attitude à adopter face à la loi antisyndicats décrétée par le gouvernement Thatcher. Cette loi limite le droit de grève, le droit au piquet de grève, et s'en prend au système du closed-shop¹. Elle stipule aussi que les syndicats se prononceront à bulletin secret avant toute décision de grève, et de la même façon sur l'utilisation des fonds syndicaux à des fins politiques et notamment l'affiliation au Labour Party. Enfin c'est encore à bulletin secret que les syndicats doivent élire leur direction.

Peu avant le congrès de Blackpool, les cheminots avaient voté pour défendre leur emploi menacé par la proposition patronale de ne laisser qu'une seule personne au poste de conduite des trains.

Bien qu'ils se soient acquis l'opinion publique en mettant en avant le problème de la sécurité des chemins de fer, les travailleurs se prononcèrent contre la grève. Ce revirement est certainement dû à la forme du scrutin. Mais l'une des raisons principales est que pour la direction des cheminots, à la différence de celle des mineurs lors de leur grève, le respect de la loi antisyndicats a pris le pas sur le développement d'actions à la base.

Cependant, alors que dans la pratique la plupart des directions de syndicats acceptent la loi sur le vote avant la grève, le règlement du TUC interdit à ses affiliés de recevoir de l'argent du gouvernement pour faire face aux dépenses du scrutin. C'est cette règle qui n'a pas été respectée par les syndicats d'ingénieurs et d'électriciens.

Mais la divergence entre ces syndicats, qui à eux deux rassemblent environ un million et demi d'adhérents, et le reste des dix millions de membres du TUC, ne se limite pas à cette histoire d'argent. Le problème est aussi que ces syndicats ont déjà commencé à négocier dans des entreprises de haute technologie des accords du type « un seul syndicat et pas d'accord de grève ». Ce type

d'accords très courant aux Etats-Unis commence à être utilisé par les patrons britanniques.

A cela s'ajoutent des différences d'ordre politique entre les syndicats. Les dirigeants des ingénieurs et des électriciens appartiennent à l'organisation Mainstream qui fait le lien entre tous les syndicats de droite, y compris avec celui fondé par les mineurs de Nottinghamshire après leur rupture avec le NUM.

Ce réseau pourrait être la base de départ d'une nouvelle confédération si besoin était.

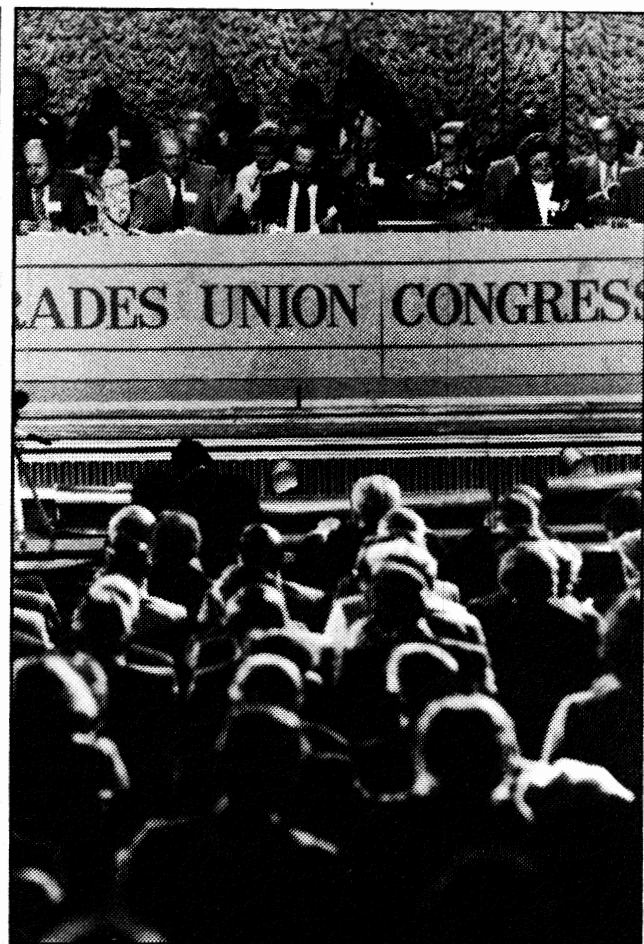
Une telle confédération aurait pour stratégie le « nouveau réalisme », c'est-à-dire la coopération avec le gouvernement, le refus de la grève comme moyen de résoudre les conflits dans l'industrie, une relation moins exclusive avec le Parti travailliste et en revanche des liens plus étroits avec l'alliance des libéraux et des SDP.

Une telle rupture reste aujourd'hui encore possible. Les ingénieurs vont à nouveau consulter leurs membres sur cette question d'accepter de l'argent du gouvernement. Les électriciens de même. Il est peu probable qu'ils changent d'attitude. Le TUC lui-même pourrait encore céder.

Pour bien des syndiqués, ce conflit est absurde. Le TUC n'a pas combattu la loi du gouvernement en son temps et, maintenant, il pénalise les unions qui s'en ser-

vent. Le seul syndicat qui s'est réellement confronté au gouvernement est celui des mineurs. Le TUC a adopté à une faible majorité une motion selon laquelle il demande à un prochain gouvernement travailliste de réviser le cas des mineurs emprisonnés et licenciés (Ce problème devrait être au cœur des discussions du prochain congrès des travaillistes.) Mais il a refusé de voter une motion de solidarité du syndicat des mineurs. En clair, les directions syndicales évitent la confrontation avec le gouvernement.

A l'intérieur de la plupart des syndicats, les courants de gauche, réunis sous le nom de « broad-left », tirent le bilan de l'année passée, de la défaite des mineurs au risque d'une scission de l'aile droite. La construction d'une telle gauche au sein du mouvement ouvrier, d'une telle gau-



che engagée à contrer l'offensive de Thatcher contre les syndicats et à remplacer les directions droitières des syndicats est devenue une urgente nécessité. Dans le cas contraire, la division apparue au congrès de Blackpool pourrait devenir une dange-

reuse division permanente au sein du mouvement ouvrier.

Steve Roberts

1. Monopole syndical dans l'entreprise impliquant entre autres le contrôle de l'embauche par le syndicat.

La popularité déclinante des conservateurs

Le gouvernement conservateur a peut-être gagné une bataille contre les mineurs l'an dernier, il n'a pas gagné la guerre. La preuve en est le constant déclin de sa popularité dans les sondages. Un déclin presque proportionnellement inverse à la courbe ascendante du chômage.

Confronté au déclin de sa popularité dans l'opinion publique, Margaret Thatcher a essayé d'apaiser les querelles internes du Parti conservateur en procédant à un remaniement ministériel. La chute de ce dernier dans les récents sondages d'opinion le place désormais derrière le Parti travailliste. Certains sondages le relèguent même en troisième position derrière la coalition des social-démocrates et des libéraux.

Les travaillistes n'avaient plus été en si bonne position depuis la guerre des Malouines qui, en provoquant un raz-de-marée chauviniste, avait porté Thatcher au pouvoir.

Les Tories ont commencé à décliner avec la grève des mineurs. La majorité de l'opinion a désapprouvé la façon dont le gouvernement a fait face au conflit. Ainsi si les mineurs ont essuyé un échec, Thatcher, elle, n'a pas pour autant remporté une victoire.

Mais la principale raison de l'impopularité du gouvernement est l'augmentation

incessante du nombre de chômeurs. Le taux de chômage atteint maintenant 13,2 % de la population active. 3 250 000 sans-emploi sont officiellement recensés.

Dans le groupe de population âgée de 25 à 49 ans, le taux de chômage est le plus fort d'Europe.

Thatcher, en désignant comme ministre de l'Emploi un self-made man milliardaire, monsieur Young, a espéré qu'avec son sens de la publicité, celui-ci saurait donner l'impression que le gouvernement tente réellement quelque chose contre le chômage.

Plus conséquent est le changement opéré au ministère de l'Intérieur. Leon Brittan est remercié en partie à cause du fiasco qu'a été sa tentative de censure sur la BBC d'une interview d'un leader du Sinn Féin. Cette tentative a rapidement été mise en échec par une grève réussie des journalistes.

En s'attaquant ainsi aux



libertés fondamentales, le gouvernement a également suscité bien des passions au sein même de l'Etat. C'est probablement la cause d'une série de fuites embarrassantes qui ne peuvent venir que du gouvernement, comme par exemple cette information sur le coulage du *Belgrano* durant la guerre des Malouines ou, la semaine dernière, la révélation du plan de défense en cas de guerre en Grande-Bretagne où l'on apprend que les militaires envi-

sagent l'exécution sommaire de civils.

Tout cela alimente les dissensions au sein des Tories. Si Thatcher a pu réduire au silence la fraction de son parti surnommée les Wets (ce sont les partisans d'anciens Premiers ministres comme Mac Millan ou Edward Heath), elle doit faire face aux critiques de ses propres supporters qui craignent que les conservateurs ne soient écrasés aux élections générales de 1987.

Dans ce contexte, le Premier ministre a choisi comme président du Parti conservateur un homme haï du mouvement ouvrier, Norman Tebbit, un ancien ministre de l'Emploi. C'est lui qui va devoir mater les divisions internes du parti. Mais sa nomination illustre surtout la volonté des conservateurs de maintenir leur ligne de confrontation avec le mouvement ouvrier.

S. R.



NOUVELLE-CALEDONIE

A trois semaines des élections

Dix-neuf listes et deux cent soixante-quinze candidats pour les quarante-six sièges à pourvoir. Les élections territoriales voient tout le monde s'aligner sur la ligne de départ. Mais le fond demeure la frontière entre le FLNKS et les anti-indépendantistes. Une frontière qui va au-delà des échéances électorales.

Moins de trois semaines avant les élections régionales, la Nouvelle-Calédonie connaît encore des barrages. La côte est, notamment dans la région de Ponérihouen, en a été le théâtre après l'agression commise par un colon, Yann Devillers, qui a tiré à dix-huit reprises sur des Kanaks, blessant grièvement une jeune animatrice de l'Ecole populaire kanake. Agée de quinze ans, la jeune fille a été atteinte à la hanche, au foie et à l'estomac.

Le brave Dick Ukeiwé, si prompt à pleurer sur les caldiches, n'a rien trouvé de mieux pour justifier le geste de Devillers que de déclarer : « Les Calédoniens (...) sont vingt-quatre heures sur vingt-quatre en position de légitime défense. »

On peut s'interroger sur le comportement des gendarmes qui ont croisé Devillers ce 4 septembre, avec son fusil posé sur la banquette arrière de sa voiture, qui leur a annoncé qu'il allait « bouffer du Kanak ». Le fait que la famille Devillers soit notoirement liée au RPCR l'autorise peut-être à aller faire des cartons sur les Kanaks.

Aussitôt connue la nouvelle de la blessure de Sylviane Gorodu Mimbi, dans la tribu de Mou où elle se trouvait, des barrages sont dressés le long des deux cents kilomètres de la route côtière du

Nord-Est. La gendarmerie mobile va comme par enchantement retrouver son énergie. Les barrages sont pris d'assaut pour être aussitôt reconstitués. Les mobiles vont jusqu'à enchaîner sur le pont métallique qui se trouve à Ponérihouen deux Kanaks qu'ils ont arrêtés.

En entrant dans les tribus, les mobiles respectent leur « coutume » en mettant le feu à plusieurs cases. Ces excès de zèle auxquels ils s'étaient déjà livrés, notamment à la tribu de Saint-Phillipot à Thio, ont été encouragés par les déclarations de Léotard.

Venu avec ses compères Chinaud et Médecin au mois d'août, il lançait un avertissement « à certains fonctionnaires politisés qui n'ont pas compris que, dans six mois, il y aura en France une autre majorité. Qu'ils sachent que nous n'accepterons pas certains excès de zèle qui ont été commis au service d'un pouvoir injuste. Nous n'avons pas la mémoire courte ».

Le RPCR veut faire le plein

La réaction des comités de lutte de la côte est démontre la combativité et la détermination qui demeurent au sein du peuple kanak. La seule échéance qui leur est proposée pour le moment reste celle des élections régionales.

Ce sera l'objet de la convention qui doit se tenir les 14 et 15 septembre. Les listes électorales sont à présent connues.

Le RPCR a choisi de téléguidé une liste conduite par deux chefs coutumiers membres du RPCR. Henri Wetta, qui se trouve être le beau-frère de Jean-Marie Tjibaou, et Maurice Nenou vont conduire la liste « Rassemblement, progrès et coutume ». L'objectif de Jacques Laffleur est par là de faire le plein des voix opposées au FLNKS. Il espère que la liste RPC sera mieux à même de concurrencer la liste FLNKS emmenée par Jean-Marie Tjibaou. Quant à Dick Ukeiwé, il est présenté dans la région du centre et dans celle des îles. L'oncle Dick craint sans doute de ne pas être populaire à Lifou dont il est originaire...

Pour l'extrême droite, qui sera représentée par deux listes du Front national dans les régions Centre et Sud (Nouméa), la surenchère sera de rigueur. Les « fachos », comme on les appelle, veulent drainer les voix de tous ceux qui trouvent le RPCR trop mou. Le RPCR n'apprécie pas trop qu'on vienne piétiner ses plates-bandes et a riposté en présentant son propre candidat à l'élection municipale de Thio contre le maire sortant, Roger Galliot, membre du Front national.

Les provocations de la droite

Le Front calédonien, dont les dirigeants censés être frappés d'une mesure d'expulsion du territoire sont réapparus au grand jour, est absent de la compétition, ce

dont doit se féliciter son concurrent, le Front national.

Le projet cher à Pisani de susciter une troisième force a pris corps, même si c'est d'un petit corps qu'il s'agit. A Nouméa, elle sera représentée par la liste « Calédonie nouvelle », dirigée par un avocat, M^e Leder. Dans les trois autres régions, cette troisième force, dont les résultats risquent de décevoir ses promoteurs, prend le nom d'Organisation politique d'alliance d'Opao (OPAO, qui est par ailleurs le nom kanak de la Grande Terre). A sa tête se retrouvent Jean-Pierre Aïfa, ancien président de l'Assemblée territoriale et Gabriel Païta. Du côté du LKS, Nidoish Naisseline a décidé de présenter des listes de son mouvement dans les quatre régions.

Le FLNKS présente comme tête de liste Jean-Marie Tjibaou dans le Nord, Yeiweine Yeiweine aux îles Loyauté, Léopold Jorédié dans le Centre, tandis que Roch Pidjot conduit celle de la région de Nouméa. Les différents partis membres du FLNKS sont présentés sur ces listes.

D'ici le 29 septembre, la campagne risque d'être agitée, non seulement du fait des agressions des colons, mais surtout par la provocation que constituent les voyages prévus par Chirac et Le Pen, qui devraient coïncider avec l'anniversaire de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France. On peut imaginer sans peine que Le Pen voudra se rendre à Thio pour soutenir Roger Galliot et il semble difficile de penser à plus grosse provocation.

Jean-Jacques Laredo

GUATEMALA

La répression du général-dictateur

L'explosion populaire qui a secoué la capitale guatémaltèque dans la première semaine de septembre n'est pas la première du genre. Depuis un an environ, des mouvements de protestation contre la dégradation des conditions de vie se multiplient, le plus souvent à l'appel du GAM, Groupe d'appui mutuel, un groupe de parents de disparus.

Cette fois encore, le général-dictateur Mejia a répondu à la colère et aux barricades par l'envoi des troupes. Des milliers de soldats ont quadrillé pendant plusieurs jours Guatemala-Ciudad. Les affrontements entre la population et les forces de l'ordre ont fait officiellement dix morts. Plus de cinq cents personnes ont été arrêtées. Pour la première fois depuis douze ans, l'université a été fermée.

Après la répression, le gouvernement a fait quelques concessions et admis ainsi implicitement la maladresse de la hausse de 50 % sur les tarifs des transports publics qu'il avait décrétée le 29 août dernier. Mejia a donc fait marche arrière et proposé un gel des prix des produits de consommation courante ainsi qu'une augmentation des salaires, mais des seuls fonctionnaires.

Par ailleurs, à l'heure où le pouvoir se prépare aux élections de début novembre qui doivent sanctionner une pseudo-démocratisation du régime militaire, la Commission justice et paix annonce que 578 personnes ont été assassinées par les forces de l'ordre l'hiver dernier, et que 170 autres sont portées disparues.

CHILI

Le pays paralysé

Au Chili, la population est descendue dans la rue, massivement, pour crier sa haine du régime. Deux ans après la série de protestations publiques en dix ans de dictature, la nouvelle journée d'action organisée le 4 septembre par la CNT (Commandement national des travailleurs), principale organisation syndicale du pays, a dépassé en ampleur les prévisions. Le mouvement social a été tel que pendant vingt-quatre heures de nombreuses activités du pays se sont trouvées quasiment paralysées.

La police et les carabiniers ont répondu par une répression sauvage au cours du jeudi 5 septembre, faisant sept morts. Ils ont tiré sur les manifestants, procédé à environ cinq cents arrestations et pénétré avec des véhicules blindés dans les quartiers populaires de la capitale, affrontant une résistance acharnée de la population.

La plupart des partis politiques ont refusé de s'associer à cette manifestation, et la division de l'opposition rend le mouvement des masses plus vulnérable face aux coups de la dictature.

BOLIVIE

La COB organise la grève générale

La grève générale de quarante-huit heures déclarée le 30 août par les mineurs de Huancuni témoigne d'un fait : la classe ouvrière bolivienne ne perd rien de sa combativité face aux mauvais coups du gouvernement de Paz Estenssoro.

Ils protestaient en effet contre le plan de libéralisation économique annoncé le jeudi 29 août, comprenant un arrêt des subventions aux produits de première nécessité qui doit doubler les prix, une décentralisation de l'entreprise minière, le gel des salaires, une hausse de plus de 750 % du prix du carburant... Autant de catastrophes pour une population dont le principal souci est de trouver de quoi survivre.

Le 1^{er} septembre, l'armée s'est mise en état d'alerte et a entrepris de briser la grève des transports dans la capitale.

Pour protester contre le plan gouvernemental, la COB (Centrale ouvrière bolivienne) a prévu une journée de rassemblement des travailleurs le 3 octobre.

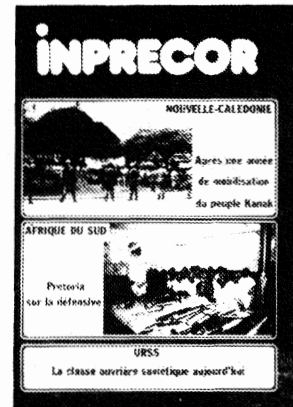
NICARAGUA

Enlevé par la contra

Le quotidien nicaraguayen *Nuevo Diario* a rapporté le 31 août le témoignage d'un journaliste mexicain séquestré au Nicaragua, dans la région de Waspan, par l'organisation armée contre-révolutionnaire MISURA, et relâché deux jours plus tard.

Juan José Gonzalez est journaliste à *Panorama*, revue mensuelle du Centre de documentation sur l'Amérique centrale et les Caraïbes, qui traite des questions régionales dans une perspective internationaliste et révolutionnaire.

Les combattants de l'organisation indienne MISURA ont essayé de faire croire qu'ils n'avaient aucun lien avec les Etats-Unis, et ont déclaré respecter le cessez-le-feu demandé par le gouvernement nicaraguayen. Contre toute évidence : leurs fusils sont nord-américains, et ils poursuivent leurs tentatives de destruction d'objectifs économiques dans le pays, se différenciant des regroupements miskitos qui participent aux négociations dans le cadre de la Commission nationale d'autonomie.



MAJORITE DU COMITE CENTRAL

Un enjeu décisif

Morose, le climat à la veille de l'échéance décisive de 1986 ! Chacun sait bien que la droite a toutes les chances de revenir aux affaires. Et quoi lui opposer ? Le PCF ? Il prétend effacer sa participation au gouvernement en dirigeant ses coups contre le PS. Il court au secours de la défaite ! Le PS ? Premier responsable de la situation par sa politique et ses reniements, il se prépare à la défaite. A moins que ce soit à gouverner avec la droite !

Alors ? Penser à autre chose ? N'est-ce pas la tentation de l'extrême gauche, éparpillée, recroquevillée, inerte ?

Et bien, non ! Pas question de penser à autre chose ! Si nul n'est tenu de faire des miracles, chacun est appelé à prendre ses responsabilités. L'enjeu du congrès, le voici : comment la LCR doit-elle assumer les siennes dans un contexte marqué par la dégradation des positions de la classe ouvrière ?

Notre réponse : en combattant la désorientation sur la base de deux propositions.

1. Il faut engager une campagne offensive et tournée vers l'avenir. Défendre, devant tous les travailleurs, contre la droite et la gauche officielle, la possibilité d'une politique qui réponde aux besoins et aspirations de la majorité de la population.

Les thèmes clés d'une telle politique ?

Ceux qui sont au cœur des combats contre les plans capitalistes, contre le racisme, contre le néo-colonialisme, contre la destruction de l'environnement.

Voilà les bases d'une politique qui pose le problème de la rupture avec le capitalisme, contre l'invitation avancée de toutes parts de se plier servilement à ses exigences. Telle doit être, sur le terrain électoral, la façon dont il faut traduire notre combat pour la reconstruction des capacités de combat du monde du travail.

2. Cette campagne a pour nous un second objectif : refonder l'espoir à gauche, en affirmant une force nouvelle, résolument antidroite, étrangère aux capitulations du PS et du PCF. 1986 peut, de ce point de vue, donner un élan au rassemblement des militants, courants et organisations qui n'acceptent pas de rester passifs devant les menaces de la situation. Une force unitaire, de débat et d'action, peut commencer à voir le jour à l'occasion des élections législatives et régionales, créant ainsi des conditions favorables à son intervention ultérieure dans les grandes échéances qui ne manqueront pas de suivre le verdict des urnes. C'est le sens de notre proposition de constituer des listes largement unitaires, en mars 1986.

Permettre à notre organisation de jouer un rôle actif et moteur dans les reconstitutions qui commencent lente-

ment à se faire jour dans le mouvement ouvrier : tel est donc notre objectif. Parce qu'elle est ambitieuse, cette perspective n'ira pas sans difficultés. La route sera semée d'embûches, la moindre n'étant pas l'existence d'une désorientation larvée n'épargnant pas les militants critiques à l'égard des directions ouvrières réformistes. Mais c'est la seule susceptible de dépasser l'état actuel d'atomisation des processus de recomposition politique et de définir des médiations concrètes vers ce parti des travailleurs dont nous cherchons à favoriser l'apparition.

Pourtant, des divergences majeures se font jour au sein de l'organisation sur cette démarche. Bien des malentendus pourront sans doute être levés grâce au débat. Mais, inutile de le nier, existent de vrais désaccords.

D'abord avec la TBad. En privilégiant abusivement le thème « battre la droite », les camarades proposent une campagne qui louche dangereusement vers le vote PS. Pas d'accord !

La T3 conteste l'orientation majoritaire au nom de la construction immédiate d'une nouvelle organisation politique, alors pourtant que n'existe aucune des conditions permettant d'assurer la viabilité d'une telle perspective. Cela ne peut que répandre des illusions sur les potentialités de l'heure et risquer d'aboutir à la

Le VII^e Congrès de la LCR se tiendra les 31 octobre, 1^{er}, 2 et 3 novembre 1985. Les militants et militantes de la LCR sont appelés à débattre de la situation découlant de cinq ans de gouvernement de gauche et des tâches qui en résultent pour les révolutionnaires, tout particulièrement à l'approche des élections de mars 1986.

Ces questions, au-delà des militants de notre organisation, intéressent des milliers de travailleurs. C'est pourquoi, n'ayant rien à cacher de nos discussions, nous avons publié dans un numéro spécial de *Critique communiste* les projets de thèses soumis au vote de notre congrès. C'est pourquoi aussi, nous ouvrons dans ces colonnes une tribune de discussion où s'exprimeront les quatre grandes positions ou tendances qui se sont dégagées au sein du comité central.

liquidation de la LCR, c'est-à-dire d'un outil irremplaçable pour peser sur les débats et maturations politiques dans le mouvement ouvrier.

Quant aux camarades regroupés sur des amendements, leur refus du document majoritaire paraît être motivé par... le scepticisme. Mais il ne suffit pas de douter des chances de succès d'une telle démarche, il faut encore se prononcer sur sa validité. Faute de quoi, les objections des camarades ne pourraient procéder que d'une logique de repli, laissant la LCR à l'extérieur de processus qui, pour être embryonnaires, n'en sont pas moins un possible ferment, pour l'affirmation d'une perspective anticapitaliste.

Alors, n'hésitons pas ! Menons cette bataille jusqu'au bout !

C. P. et F. S. (Paris)

TENDANCE TROIS

Pour un congrès de refondation

Congrès des paradoxes. La majorité du comité central se rapproche — timidement — des analyses que nous formulions lors du dernier congrès. Elle commence à reconnaître que les « grands affrontements de classe » n'étaient pas inscrits dans la logique de la victoire électorale de 1981 ; que les travailleurs sont aujourd'hui sur la défensive. Elle évoque même la construction d'une « alternative anticapitaliste »... Et pourtant... pourtant la Tendance 3 a décidé de soumettre ses propres analyses et propositions à la discussion.

Il est vrai que les paradoxes ne s'arrêtent pas là. Il a fallu cinq ans à la LCR pour accepter de regarder en face la situation politique, et aujourd'hui encore, la majorité n'a pas réussi à s'accorder sur une analyse commune. Pire, les thèses majoritaires ne tirent aucune conséquence pratique de l'analyse de la situation.

Paradoxes certes, mais aussi facettes d'une même tradition de la direction de la LCR : le refus de la clarté, du choix d'une orientation. Cette méthode a mené la LCR au cœur de sa crise. Et là encore la majorité s'apprête à passer à côté des trois enjeux principaux du VII^e Congrès de la LCR.

Face à la crise, la riposte ouvrière se limite à sa plus simple expression. Le nombre des journées de grève n'avait jamais été aussi faible depuis vingt ans. Et,

au gouvernement, PC et PS ont même pris leur part dans les attaques et les restructurations capitalistes.

Remettre les pendules à l'heure

Loin de relancer la combativité ouvrière, l'expérience de gauche a accentué le désarroi et la démoralisation. La crise et l'austérité sont ressenties comme inévitables par la masse des travailleurs. Nous sommes depuis dix ans dans une nouvelle période politique, distincte de l'après-Mai 68 en ce que la perspective d'un bouleversement politique ne constitue pas l'horizon des luttes ouvrières, qui elles-mêmes marquent le pas.

Dans ce contexte, l'optimisme révolutionnaire ne consiste pas à annoncer des incantations à la mobilisation ou à la grève générale. Il s'agit de reconstruire patiemment un front de classe, en montrant qu'une autre politique est possible et en regroupant les forces susceptibles de travailler à la construction d'une alternative politique.

Construire l'alternative autogestionnaire

Le premier enjeu du prochain congrès est donc de remettre enfin les pendules à l'heure. De comprendre la période politi-

que dans laquelle nous sommes pour mieux y définir notre activité.

Car, et c'est le second enjeu, l'analyse lucide de la situation n'implique pas de se replier dans une tour d'ivoire, bien au contraire. Il ne s'agit pas de « faire le carré » autour du *Programme de transition* de 1938, mais de développer nos réponses stratégiques, en liaison avec les militants d'avant-garde qui, au sein du mouvement ouvrier, dans les oppositions syndicales, dans les autres mouvements sociaux (féministe, homosexuel, antiraciste, jeune, écologiste...) cherchent une issue socialiste et autogestionnaire à la crise.

Dans les régions, dans les différents secteurs, il s'agit de crédibiliser à une large échelle des réponses alternatives concrètes, dans la perspective d'un programme d'action qui ouvre une issue d'ensemble à la crise et aux politiques bourgeoises.

Changer la LCR

Cela implique aussi de confronter dans un même cadre militant ceux qui tirent le bilan de la faillite de la gauche et concourent à cette perspective. Il faut trouver les voies pour construire une force alternative à la gauche de la gauche, et

développer dans ce sens des relations avec la FGA, le PSU, les Verts, les oppositionnels communistes...

Pour cela, il faut transformer profondément la LCR. En poussant à une campagne électorale commune et à un rapprochement avec Lutte ouvrière, en insistant sur la nécessité de construire un « petit parti d'action », la direction de la LCR mène l'organisation à l'isolement et à la marginalisation.

Dans la situation difficile dans laquelle nous sommes, il faut au contraire se lier aux courants de radicalisation, et notamment travailler en direction des courants d'opposition au sein du PC et du PS. Il faut aussi savoir remettre en cause notre propre fonctionnement, nous comporter comme un véritable intellectuel collectif, capable de propositions et d'initiatives, et cesser les autoproclamations sectaires. C'est la seule voie pour qu'émerge une nouvelle organisation révolutionnaire de masse.

Tel est le troisième grand enjeu du congrès de la LCR. Car ses acquis considérables ne seront utiles à la perspective révolutionnaire que si elle est capable de les investir dans les cadres souples de la recomposition de l'avant-garde, tels qu'ils se constituent.

F. J. (Paris)

Problèmes d'une révolution

Aujourd'hui, la révolution nicaraguayenne se défend : tout est subordonné à cet impératif. Les choix militaires et économiques ajustés à cette exigence ont nécessairement des conséquences politiques.

Dans l'affrontement entre la révolution et la contre-révolution, la contra a réussi à augmenter son potentiel strictement militaire, mais elle n'a pas progressé pour être une solution politique de rechange. La débilite politique de la contra est toujours aussi marquée. Les partis bourgeois regroupés au Nicaragua dans la Coordination démocratique appellent au dialogue national avec la contra, mais prennent bien garde à ne pas s'identifier aux mercenaires somozistes.

La bourgeoisie, au Nicaragua, n'est pas composée d'entrepreneurs capitalistes — ceux-ci ne sont véritablement que quelques dizaines —, mais de commerçants et de moyens et gros paysans. La neutralisation et le contrôle politique de ces couches constituent un enjeu entre la révolution et la contra.

La question de la réforme agraire est ainsi au cœur des problèmes politiques qui se posent aujourd'hui au Nicaragua. Le choix édicté par la loi de réforme agraire de 1981 est celui d'une réforme progressive limitant les exploitations privées à un seuil maximum de 350 hectares. Les remises de terre, principalement aux paysans regroupés dans les coopératives de production, et secondairement à de petits propriétaires individuels, se sont poursuivies systématiquement. L'objectif assigné est d'aboutir à une répartition de la propriété où, grossièrement, la moitié serait entre les mains du secteur privé, un quart au secteur coopératif, et le dernier quart au secteur public. Les rythmes de remise des terres dépendent de décisions prises au plan central, mais aussi des conditions locales.

« Il en a beaucoup »

Au mois de juin dernier, les paysans d'une région située au sud de Managua, celle de Masaya, ont commencé à revendiquer la remise de nouvelles terres. Il s'est agi d'un mouvement au départ spontané traduisant l'existence d'un mécontentement par rapport à la situation économique. L'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) s'est alors mobilisée pour faire aboutir ce mouvement paysan naissant. Des manifestations de plusieurs milliers de paysans eurent lieu à Masaya.

L'enjeu de ces mobilisations était d'autant plus aiguë que le grand propriétaire de la région n'était autre que le président de la confédération patronale, le COSEP. Le 6 juin 1985, une délégation de paysans s'est présentée au gouvernement régional de Masaya en demandant que vingt-quatre propriétés privées ou du domaine de l'Etat soient remises aux paysans pauvres. Les slogans de la marche étaient : « Nous voulons les terres de Bollanos. Il en a beaucoup ».

Finalement, ce sont près de six mille hectares qui auront été remis à 1 600 familles de cette région par le commandant Wheelock, ministre de l'Agriculture. Les terres confisquées à Bollanos, le président du COSEP, ont été expropriées, car celui-ci a refusé de discuter des propositions de rachat ou d'échanges de terres qui lui avaient été faites.

Le fait que ces terres aient été remises à des propriétaires individuels traduit aussi une inflexion par rapport à la politique passée qui privilégiait le secteur coopératif. C'est la même inflexion de politique qui est appliquée dans la région nord du pays, là où la pression militaire de la contra est la plus forte. Alors que le choix du mouvement coopératif visait à combiner satisfaction des revendications immédiates des paysans et développement de la productivité au travers d'une socialisation accrue du travail agricole, il s'agit aujourd'hui

de tout faire pour conserver la base sociale de la révolution. C'est pourquoi la pratique de remise des terres individuelles aux paysans a tendance à s'accélérer.

Mais il est clair qu'une accélération de la réforme agraire peut contribuer à modifier les termes des compromis passés avec ce qui demeure de grande propriété agricole.

Comme l'exemple de la région de Masaya l'a montré, le rôle de l'UNAG, comme organisation de masse structurant la petite et

toutes sortes. 45 % de la population active de Managua est composé de vendeurs ambulants, d'artisans et autres fournisseurs de services qui travaillent à leur compte. Alors que la population de Managua augmente au rythme de 6 % par an, la tendance est à l'augmentation de la part de la population employée à ce type d'activités parallèles. C'est là une donnée basique pour comprendre les difficultés d'une stabilisation des organisations de masse urbaines. Ce qui est notamment le cas des Comités de défense sandinistes dont le niveau d'organisation demeure très inégal selon les quartiers.

Le rôle de la CST

Les syndicats de travailleurs salariés, à commencer par la Centrale sandiniste des

Barricada, le quotidien du FSLN, a ainsi rendu compte des discussions qui ont concerné 1 500 ouvriers des entreprises industrielles de Managua : « Les travailleurs ont expliqué que, les institutions n'ont pas donné l'appui nécessaire au mouvement des innovateurs, qu'il y a un manque de rapidité des ministères du Travail et de l'Industrie à donner une réponse aux problèmes de type financier des entreprises, et demandent une révision du salaire des travailleurs. Ils indiquent que les salaires ne correspondent pas au coût de la vie.

A propos des mesures d'économie et d'austérité, ils ont rencontré des résistances de la part des administrateurs et exigent qu'elles soient appliquées non seulement aux ouvriers mais à tous les secteurs. » Conformément à sa politique constante, le FSNL ne tente pas d'étouffer les problèmes qui surgissent du propre mouve-



Chantier de bâtiment, à San Miguelito

moyenne paysannerie, est décisif. La révolution a réussi, dans ce cas, à construire une organisation de masse en prise avec les contradictions réelles des couches sociales qu'elle représente. Les revendications qu'elle dépose permettent d'impulser une réelle dynamique de masse. Dans la mesure où les couches sociales qui sont en jeu constituent la première ligne politique de l'offensive de la contra, cela montre que le FSLN prend en compte la dimension politique de l'affrontement sur le terrain avec la contre-révolution.

La croissance de Managua

La situation politique est très différente à Managua qui regroupe maintenant un million d'habitants, le tiers de la population totale du Nicaragua. La guerre se déroule à cent cinquante kilomètres de là. Cela signifie que cette « arrière-garde » des fronts de bataille ne vit pas directement l'affrontement avec la contra. L'organisation de ce vaste ensemble urbain, c'est le plus vaste d'Amérique centrale rapporté à la population du pays, est une tâche complexe.

La croissance des secteurs de l'économie parallèle, par définition non maîtrisée, traduit l'hypertrophie des activités commerciales de

travailleurs, disposent d'une base objective beaucoup plus stabilisée. La croissance de la CST, dans la période qui a suivi le triomphe de la révolution, constitue un point d'appui capital pour l'influence des militants sandinistes en direction des travailleurs urbains salariés. Les choix initiaux avaient été de mettre l'accent sur le « salaire réel » en privilégiant l'accès aux équipements sociaux et en essayant de contrôler l'approvisionnement en produits de base. De fait, la consommation des produits non prioritaires et aux prix de marché libre était délibérément relativisée. Ce qui a impliqué que la CST n'ait pas, jusqu'à présent, mis au premier plan de ses objectifs la question du pouvoir d'achat monétaire des salariés.

La situation change dans la mesure où la révolution n'a plus les moyens financiers d'investir dans le domaine des équipements sociaux, et où la suppression des subventions aux produits de base a renchéri le prix d'achat de ceux-ci. Le maintien d'un niveau de vie minimum devient une exigence immédiate pour les salariés. La CST s'en fait l'écho de plus en plus précis au travers de la préparation d'une assemblée nationale de bilan pour le mois de septembre 1985.

ment de masse, mais cherche à les faire exprimer.

Une bataille pour la survie

L'aggravation des difficultés qui pèsent sur le Nicaragua conduit ainsi la révolution à tout faire pour se défendre. Comme l'indique la campagne de solidarité lancée à Managua, c'est la survie du Nicaragua libre qui est en cause. Les centaines de milliers de Nicaraguayens et Nicaraguayennes présents le 19 juillet 1985 pour célébrer le sixième anniversaire de la révolution constituent la preuve irréfutable du soutien apporté à la révolution et son avant-garde. Le combat engagé par l'impérialisme pour détruire la révolution nicaraguayenne est inégal. La force militaire et les dollars sont d'un seul côté. Il s'agit d'agir pour desserrer l'étau qui cherche à étrangler cette révolution. Beaucoup dépend de la solidarité internationale à élever au niveau de l'exemple que nous donnent, tous les jours, les Nicaraguayens eux-mêmes.

Jean-Claude Bernard